

# Les 21 & 22 octobre : le retour de la fête du



## drapeau rouge

**Vendredi 21**  
19h00 : Conférence-débat :  
La montée de l'extrême  
droite en Europe  
20h30 : Billy Boley (rock)  
21h30 : Bizznest (ska)  
22h30 : Binamé (punk-rock)  
... soirée dansante

**Samedi 22**  
11h00 : Quatuor Ravel  
(musique classique)  
12h00 : Midi de la poésie  
(Neruda, Aragon, Hikmet...)  
14h30 à 18h00 : films de résistance  
« Quand passent les cigognes »  
et « La ballade du soldat »  
18h30 : Théâtre : Les croquemitaines  
19h30 : Conférence-débat :  
L'impérialisme humanitaire et la  
militarisation comme politique des USA  
20h30 : State of Nature (rock)  
21h00 : Conférence-débat :  
L'Amérique latine, un continent insurgé  
21h30 : PPz30 (funk métal)  
22h30 : Tumbao Cubano (salsa)  
... soirée dansante


Soirées animées  
par Lilian et Jean Malotras  
**Expositions permanentes :**  
Vie et batailles de Julien Lahaut,  
résistant antifasciste  
Des pinces comme barricades :  
Roger Somville et  
Manuel Lehrman  
**Festival de BD**  
avec dédicace  
des auteurs

Contact : 0486 33 81 09 et 0474 82 20 84  
ou dr@belgi.net

à La Fonderie  
rue Ransfort, 27  
1080 Molenbeek  
Métro Comte de Flandre



P.a.f.: 5 euros/jour et 8 euros/2js

 le  
drapeau  
rouge

### Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois  
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles  
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/503.34.96  
Adresse électronique : [dr@belgi.net](mailto:dr@belgi.net)

Abonnement annuel : 12 € - Etranger : 18 €  
Envoyé sous enveloppe fermée  
Abonnement de soutien : 25 et 50 €  
Chômeurs, étudiants : 8 €  
ING: 310-1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Numéro 8  
octobre 2005  
1 €

# le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Edito

## Plan Marshall : pourquoi ça risque de ne pas marcher

Saint-Nazaire, en France, était très fière de son entreprise de recherche en biotechnologie BMS. Cela n'a pas empêché les patrons du labo de transférer ses activités en Inde. Il n'y a pas que les industries lourdes à faire leurs bagages : les activités de pointe, présentées pourtant comme salvatrices des économies européennes, se révèlent délocalisables à merci. Or, le plan Marshall, présenté par le PS-CDh à moins d'un an des élections communales, investit 150 millions d'euros dans l'incitation à transformer la recherche en activité industrielle. La logique néolibérale voudrait qu'une fois les études achevées (en partie, grâce à des aides publiques), la phase d'industrialisation se déroule sous d'autres cieux. Le patronat a salué le virage néo-libéralisant du duo Di Rupo-Milquet, ce qui n'est pas une bonne nouvelle. Sans compter qu'aucun patron n'a annoncé son intention de participer, c'est-à-dire d'investir massivement dans l'avenir de la Wallonie.

On ose espérer qu'aux miracles annoncés de l'économie de marché la plus féroce se joindra le démantèlement des baronnies PS, gangrène de tous les plans wallons de relance. Une évidence : cette bataille-là fera très mal... si elle a lieu.

Di Rupo peut-il se payer le luxe de lâcher ses satrapes socialistes, grands moissonneurs de voix, justement parce qu'ils ont toujours fait passer des intérêts locaux immédiats (et les leurs, à l'occa-

sion) avant l'intérêt global et à long terme du pays ?

Du reste, le plan Marshall ne résout pas la fausse équation « baisses d'impôts des sociétés = relance de l'activité ». Tout le monde sait que cela ne devient vrai qu'avec l'adjonction de mesures de médiévalisation du travail. Va-t-on accrocher le wagon Wallonie aux locomotives Blair ou Schröder à carrosserie danoise ?

Regrettons en priorité que, dans la panoplie d'initiatives, rien n'est annoncé pour assurer

un cadre législatif à la lutte contre les délocalisations. Rien sur la primauté du droit au travail sur le droit à la propriété,

seule condition pour créer des emplois dignes et durables. Rien sur l'impôt des grandes fortunes.

Force est de reconnaître que nous sommes loin d'une détermination révolutionnaire. A chaud, des commentateurs se sont réjouis d'un changement de mentalité. A voir. Que peut cette mentalité de réformettes contre le bulldozer des actionnaires toujours plus rapaces ?

Oui, c'est bien d'idées révolutionnaires, au sens le plus noble et radical du terme, que nous avons besoin. Dans nos régions et au-delà. Dans nos têtes, d'abord. Dans notre parti, certainement. Et vite.

Le PC sur Internet ! Visitez sans tarder notre tout nouveau site

[www.particommuniste.be](http://www.particommuniste.be)

## Sommaire

**OPA DE SUEZ SUR ELECTRABEL**  
J.C. GALLER  
page 2

**DELOCALISATIONS**  
P.EYBEN  
page 4

**FOOT ET SERVICE PUBLIC**  
A. DE KUYSSCHE  
page 6

**HOMMAGE À WILCHAR**  
page 7

**JULIEN, REVIENS**  
A. DE KUYSSCHE  
page 8

**IRAK,**  
contributions de F. HOUTART  
et G. GALLOWAY  
pages 10 à 13

**60 ANS APRÈS HIROSHIMA**  
P. PIERART  
page 13

**ELECTIONS ALLEMANDES**  
L. DELVAUX  
page 15

**RATZINGER ET NOUS,**  
réaction de J.M. CHAUVIER  
page 16

**FÊTE DE L'AVANTE**  
J. DOHET  
page 16

**LA CROISADE DES FOUS  
DE DIANA JOHNSTONE,**  
critique de G. BERGHEZAN  
page 17

**DENYS-LOUIS COLAUX,**  
interviewé par S. BAGUET  
page 18

## FAITS

Le 9 août 2005, les Bourses de Paris et de Bruxelles suspendent le cours des actions de Suez et d'Electrabel. C'est le début ou plutôt la suite du feuilleton franco-belge de l'électricité.

Concrètement, Suez déclare son intention de faire une offre publique d'acquisition (OPA) sur Electrabel. Certes, depuis début 2003, l'entreprise belge est contrôlée par le groupe français à 50,01 %. Si cette OPA se réalise – le C.A. d' Electrabel s'y est dit favorable le 24 août, c'est donc à 100 % que Suez assumera le contrôle de cette dernière.

## ENJEUX

La Belgique, pays qui n'a ni pétrole, ni gaz naturel, ni plus de charbon, abandonnerait de fait la maîtrise et le contrôle de la seule énergie (électricité) qu'elle possède encore. Énergie stratégique pour le fonctionnement de son économie, de ses emplois et de ses citoyens (consommateurs domestiques et industriels).

Cette perte d'autonomie est scandaleuse et inacceptable. En effet, demain,

c'est de Paris, même si on garantit qu'Electrabel conservera sa « marque » et son siège social à Bruxelles, que les décisions industrielles seront prises. Cela pose évidemment une série de questions fondamentales comme la sécurité et la garantie d'approvisionnement de l'électricité, la politique d'investissement de construction de nouvelles centrales de production, la politique tarifaire (le prix de l'électricité)...

Cette OPA s'apparente à un véritable « hold-up ». En effet, ce sont les consommateurs belges qui, dans le cadre du système régulé, en place depuis 1955, ont payé les outils et les infrastructures d'Electrabel. Ce patrimoine est leur propriété. Il est inadmissible qu'ils se fassent voler ainsi.

## PROMESSES

Le management de Suez et d'Electra-

bel se veut rassurant pour l'avenir du pays. En effet, il nous dit que Bruxelles restera le cœur de l'activité énergétique. Mais avec quels deniers ? Jusqu'à ce jour, quand Electrabel générait 1000 euros de bénéfices, 499 restaient à Bruxelles et 501 partaient à Paris. Demain, ce sera 0 euros pour Bruxelles et 1000 pour Paris ! Il faudra quémander auprès de Suez des fonds pour le fonctionnement du système électrique belge !

On peut présager des inconvénients inhérents à un tel scénario. Les promesses restent des promesses. Nous ne pouvons oublier celles faites, il y a une quinzaine d'années, par la même Suez à Tractebel, ainsi que celles faites par Arcelor au groupe sidérurgique belge de Cockerill Sambre.

Aucune n'a été tenue. Au contraire,

## OPA DE SUEZ SUR ELECTRABEL : DES QUESTIONS FONDAMENTALES

DENYS-LOUIS COLAUX :

OPPOSER A LA

PROLIFERATION

DU DISCOURS

ANTI-ACTIONNAIRE

**DR : Peux-tu nous toucher un mot de tes coups de cœur musicaux, picturaux, cinématographiques, littéraires ?**

**DLC :** Je suis un amateur de blues. Du blues originel noir jusqu'aux toutes récentes expériences. J'ai beaucoup d'amitié et d'admiration pour un musicien belge comme Fred Lani qui conduisait le band *Fred and the Healers* et qui vient de former *Superslinger*. Je m'intéresse à un tout nouveau groupe belge, *The Skydyers* (<http://www.the-skydyers.com/>) avec lequel je collabore en écrivant des textes et en recherchant des concerts. Il y a là un potentiel, des musiciens doués qui ont une belle culture du blues et un esprit inventif.

Pour le reste, je suis un inconditionnel de Brassens. J'aime Brel, Ferrat, Ferré. Il y a des morceaux de jazz qui me bouleversent, certaines pièces classiques aussi.

En peinture, pour évoquer quelqu'un qui m'est proche, je suis passionné par l'œuvre de Laurence Burvenich, une artiste dont j'adore l'in-

tensité, la singularité et la poésie des nus, l'ambiance des paysages doucement orientés vers l'abstraction. J'aime dans un grand et très incomplet désordre des artistes aussi différents que Vélasquez, Rops, Puvis de Chavannes, Moreau, Munch, Morisot, Lautrec, Schiele, Permeke, Pollock, Kahlo, Lucian Freud.

En littérature, mon grand contemporain, c'est Kundera. J'apprécie beaucoup le romancier belge André Bailion et j'ai lu avec ravissement, avec joie, la superbe et vaste thèse de doctorat, *Inventer l'Autre* (Louvain-la-Neuve, 2003), que mon amie Geneviève Hauzeur, lui consacre. C'est un travail d'une perspicacité et d'une intelligence remarquables. Pour le moment, j'explore avec passion et avidité l'œuvre romanesque de Simenon, un grand maître du drame existentiel. Je viens de relire *Cuisses de grenouille*, le dernier roman de Nelly Kaplan, et j'attends beaucoup de l'adaptation cinématographique de cette œuvre qu'elle fomente actuellement. Je connais bien et je raffole de l'œuvre de cette femme particulièrement rebelle, hilarante et incisive. Je veux croire, malgré la frilosité des producteurs, que l'occasion lui sera offerte de sévir à nouveau. Sa geste me séduit, elle est réellement atypique, esthète et farfelue, savante et énorme, détensive. J'adore des films comme *La Fiancée du pirate*, *Charles et Lucie*, *Plaisir d'amour*. Je relis toujours mes poètes de prédilection : Baudelaire, Verlaine, les surréalistes, Reverdy, Fernand Dumont. Je ne puis les citer tous. J'aime aussi beaucoup Izoard, Lambersy, Otto Ganz qui sont, en outre, mes amis.

Mais mon tout dernier et violent coup de cœur, coup au cœur, plus exactement, c'est le décès de ma mère. On nous demande souvent qui a influencé notre écriture, notre pensée, notre façon d'entrevoir le monde. Nous nous précipitons et nous citons à comparaître des émi-

nences. Nous cédon, en pratiquant de la sorte, à des conventions littéraires. Ce qui m'a façonné, c'est le lait maternel, la tendresse, la patience maternelles. Je suis le fils d'un mécanicien et d'une institutrice. Je dois à ce couple ce qu'il y a de plus stable en moi. Mes parents s'aimaient, je veux dire qu'ils étaient amoureux l'un de l'autre. Ils avaient la passion de la famille, ils étaient originaux, respectueux, tendres, ouverts. Il y a là la matière d'un chef-d'œuvre sans doute tout à fait étranger aux succès de librairie. Comme parents, sans doute en raison d'un violent attachement mutuel, ils étaient plutôt doués. Je me souviens qu'après la publication de mon premier poème dans un quotidien belge, je devais avoir seize ans, mes parents m'avaient offert une superbe machine à écrire. Mon père avait été ému par cette publication et m'en avait complimenté d'une façon qui me bouleversa. « *Un cœur de père, ai-je lu dans Manon Lescaut, est un chef-d'œuvre de la nature* ». Ce sont sans doute des choses de cette nature qui s'avèrent les plus déterminantes, les plus décisives dans une vocation. Dans la façon de considérer le monde. Constat que l'on établit quand l'un et l'autre ont disparu. C'est troublant aussi de sentir la permanence. L'autre jour, en regardant des photographies de ma mère lorsqu'elle avait une vingtaine d'années, j'ai découvert avec stupéfaction que ma deuxième fille lui ressemble aujourd'hui très étrangement. Coup de cœur. Cette sorte de retour, qui n'a rien à voir avec le calque ou la copie, a quelque chose de poignant. Après, il faut naviguer, armé de mille transmissions secrètes dont toutes ne sont pas encore révélées, et désespérément orphelin. Tout cela pour rendre justice aux affections intimes, aux amitiés privées qui sont simplement vitales.

Propos recueillis par Sandro BAGUET

Denys-Louis Colaux sur la toile : [http://users.skynet.be/club.achille.chavee/denys\\_louis\\_colaux.htm](http://users.skynet.be/club.achille.chavee/denys_louis_colaux.htm)

### Communiqué

L'annonce par le groupe Suez de la prise de contrôle de la firme Electrabel confirme non seulement la voracité du capital financier français en vue d'avaloir ce qui reste de secteurs nationaux dans l'activité industrielle (1), mais aussi combien cette politique est cautionnée par les tenants de la construction européenne et menace d'aggraver sérieusement la situation de l'emploi dans notre pays.

En effet, cette annexion n'est que la suite logique de la volonté dominatrice de Suez sur l'important secteur de l'industrie énergétique belge qui avait commencé, en 1987, par la prise de contrôle de la Société Générale de Belgique. L'accord, quasi unanime, qu'à son tour vient de donner le Conseil d'Administration d'Electrabel à cette opération, prouve aussi que moyennant quelques prébendes le dit « patriotisme économique » de nos capitaines d'industrie s'évanouit facilement.

Ainsi, la concentration des capitaux continue de belle manière dans cette Europe où les tenants du « oui » au projet de Traité de Constitution Européenne ne cessaient de nous promettre une « concurrence exempte de distorsions ». Dans les faits, ce nouveau géant de l'offre énergétique, en situation de quasi-monopole, aura tout le loisir pour nous imposer ses tarifs, et ce, d'autant plus que la démarche ne fait que renforcer les projets de privatisation de l'ensemble de l'énergie européenne tant souhaitée par l'eurocratie bruxelloise ; en particulier celle de d'EDF en France, probable nouvelle proie du Groupe Suez.

Voici donc que le démantèlement total du secteur public en Europe est, plus que jamais, à l'ordre du jour. Adieu alors aux droits communaux ou aux interventions des collectivités dans la formulation et la gestion des politiques régionales de l'énergie. Sur ce point, on peut d'ailleurs s'interroger sur le silence assourdissant de nos élus qui semblent une fois encore totalement soumis (voire complices) aux lois prétendument inéluctables du capitalisme tout puissant. Ces mêmes élus qui, au niveau wallon, viennent en catimini de vendre pendant les vacances la moitié de leurs actions à la multinationale Arcelor, oubliant leurs promesses de défense des travailleurs. Adieu aussi aux préoccupations environnementales que, en observance des accords de Kyoto, ont pu montrer certaines administrations locales. Voilà démasqué le double langage des bureaucrates de Bruxelles : pompeusement favorables, dans leurs discours, aux préoccupations écologistes, ouvertement soumis, en réalité, aux conceptions et pratiques du capitalisme le plus sauvage. L'emploi sera la première victime de cette politique, tant l'évangile de ces financiers a comme premier commandement celui de faire des économies sur le dos des travailleurs.

C'est pourquoi, dans le scénario ouvert par le refus populaire du TCE, même s'il fut bâillonné dans notre pays, les communistes en appellent aux forces syndicales, aux associations communales et, plus largement, à l'opinion publique pour manifester leur répulsion de ces scandaleuses manœuvres des requins de la finance internationale.

**Le Parti communiste, le 25 août 2005**

(1) Après avoir allègrement investi diverses branches de l'économie telles que les banques, assurances, distribution, sidérurgie, pétrochimie, électrotechnique, etc.

Province de Namur. Entre Namur et Philippeville. C'est de là-haut que l'écrivain et poète Denys-Louis Colaux a accordé un peu de son temps au Drapeau Rouge. Biographe de la cinéaste Nelly Kaplan, ce passionné des mots a reçu le Prix Emile Polak et le Prix Franz de Wever de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, a remporté le premier prix du concours *Un auteur / Une voix* de la RTBF Hainaut et le Grand Prix de la Communauté Française de la Nouvelle (Concours de nouvelles/ La Fureur de Lire).

Un petit entretien...Un moment fort, surtout !

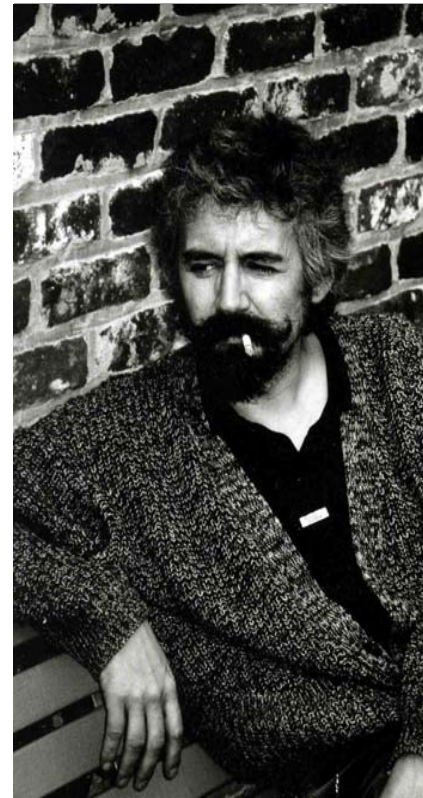
**Drapeau Rouge :  
Sur quoi planches-tu  
en ce moment ?**

**Denys-Louis Colaux :** J'avais différé, ces derniers mois, cette dernière année même, tout projet d'écriture. Là, je reviens, je refais surface, je renoue avec les premiers signes du désir d'écrire. J'ai un projet en poésie, une grosse machine délirante et libre et j'ai entrepris un nouveau roman qui devrait s'appeler *Madame Cruz*. Splendeurs et misères d'une quinquagénaire grasse et pocharde, intéressante surtout par ses paradoxes, les caprices de sa mémoire, les épaves de ses rêves, sa réclusion éthylique et la singularité de ses tourments existentiels. Je maintiens d'une certaine manière ce principe d'une quête de la poésie dans un univers apparemment sordide et déboussolé. Une transcendance dans le dépotoir. Les gens atterrés ont ma prédilection. Puis, surtout, en vue d'une biographie, je collecte de la documentation et, par interviews successives, le témoignage d'une femme, Zoé Blusztajn, qui fut une enfant juive cachée pendant la guerre et dont une grande partie de la famille a péri en déportation. La Shoah est une de mes grandes hantises. C'est un sujet récurrent dans mon écriture. Cette

volonté farouche d'opposition à l'antisémitisme relève pour moi du devoir moral. Mieux, c'est une question de dignité.

**DR : Tu as reçu des prix dans ta lutte écrite contre l'extrême droite. Tes indignations sont-elles intactes ?**

**DLC :** C'est exact. J'ai obtenu le Premier Prix du *Concours de scénarios contre le racisme et l'extrême droite* Romulus Films - Horizon 2000 et le Deuxième Prix « Opération coup de plume » du Centre Bruxellois d'Action Interculturelle 1996. Ce sont des prix qui ne sont pas lucratifs, ce n'est évidemment pas leur objet, mais dont je suis particulièrement fier. Je ne suis pas le gars à pétitionner tous azimuts ou à manifester un calicot à la main, mais j'ai à cœur de m'affirmer clairement contre tout ce qui empeste l'extrême droite. Certes, la formule est jolie, mes indignations sont intactes. Et je pense que face à la prolifération du discours réactionnaire, de la répugnante harangue xénophobe, du bavardage poujadiste pétri de solutions crapuleusement élémentaires et mensongères, de l'aboiement nationaliste ou fasciste, il faut que se lèvent des oppositions audibles, perceptibles, tranchantes. Il n'est pas utile qu'elles soient uniformes, mais il est indispensable qu'elle puissent ponctuellement faire corps. L'humanisme et la démocratie, qui sont des fleurs fragiles et annuelles, requièrent des soins assidus et ne tolèrent aucun relâchement. De la même façon, sans prendre le temps de nuancer, l'impérialisme, l'intégrisme (quel qu'il soit), le terrorisme et ce que j'appelle l'économisme (le terrorisme économique) sont, dans mon esprit, assimilables à une sorte de diarrhée humaine, de peste de la pensée, et exhalent par relents ce mal radical qui s'est, il y a quelques décennies encore, manifesté chez nous. Je suis sidéré que cela n'effraie pas davantage. Je suis bien loin de me



DENYS-LOUIS COLAUX  
S'OPPOSE  
PRO  
DU  
REA

rêver dans le rôle d'un redresseur de torts (ce qui impliquerait que je fasse l'impasse sur mes propres carences, mon ignorance, mes fautes de vertu et mes propres doutes), mais l'insignifiance n'est pas mon ennemi principal. L'utopie de l'écrivain se résume peut-être dans cette conviction qu'une infime virgule peut changer le cours et le sens d'une phrase. Cette infinitésimale virgule qu'un seul coup de gomme suffit à abolir. Nous pouvons porter quelques phrases, pas davantage. Mais cela vaut d'être fait. Si nous ne sommes pas humbles par nature, la réalité se chargera de nous déniaiser. Penser, analyser, se positionner sont des arts exigeants, subtils, déroutants, épuisants, indispensables et, souvent, remarquablement inefficaces. Il y a l'assourdissant boucan du monde, son rhéostat n'est pas à notre portée. Il y a la couleur de notre cri, le ton de notre chant, toutes choses qui tiennent en une très discrète vibration. En prêtant l'oreille, si personne n'est occupé à tondre son gazon, quelques voisins pourront la percevoir.

# CTRABEL : MENTALES

c'est la délocalisation qui prévaut

avec comme effets collatéraux, la perte du savoir-faire, d'investissements et d'emplois. Le passé récent nous incite à croire que ces belles promesses ne seront pas tenues. Une fois de plus !

## CONSEQUENCES

On peut craindre que prochainement une partie importante de la production d'électricité se fasse à partir de la France. En effet, les deux grandes entreprises publiques Electricité de France (EDF) et Gaz de France (GDF) ont ouvert leur capital à des groupes privés. On peut imaginer dans le cadre d'un « patrimoine économique à la française » que Suez « investisse » EDF et/ou GDF. Ce scénario n'est pas de la science-fiction. Au contraire, des faits tangibles corroborent cette perspective puisque Jacques Monod, conseiller très proche de Jacques Chirac, est l'ancien n° 2 de Suez. Monod est très clairement actif dans la privatisation, certes partielle pour le moment, d'EDF/GDF et reste influent chez Suez. Pas de nouvelle attaque étrangère sur de grandes entreprises françaises comme celle de Pepsi Cola sur Danone. Non, ici, c'est du franco-français et on peut

imaginer que l'opinion publique française s'en satisfera.

Il y aurait évidemment un grand perdant dans cette histoire, c'est l'emploi en Belgique. Par ailleurs, devant délier les cordons de sa bourse à hauteur de 11 milliards d'euros pour réaliser cette OPA, Suez sera tentée comme toute bonne société capitaliste qui se respecte, de rentabiliser cet investissement financier. Donc, le prix de l'électricité en Belgique, tout comme le baril de pétrole, risque de s'envoler.

Autre aspect, la production belge est réalisée à hauteur de 60 % par les 7 centrales nucléaires basées à Tihange et à Doel. Il est inconcevable que ce type d'énergie, dont les risques civils sont garantis par l'Etat belge en cas d'accident, échappe à tout contrôle et devienne propriété d'une société étrangère. Cela relève de la douce folie !

## REACTIONS

Les organisations syndicales sectorielles belges, dont Gazelco pour la CGSP-FGTB, se sont largement mobilisées, tout comme la FGTB interprofessionnelle. Elles ont réclamé et obtenu des garanties pour les travailleurs actifs et non actifs. Au-delà de cet aspect, le maintien de l'intérêt général économique et social est réclamé haut et fort.

Seules, les organisations syndicales risquent de tomber un peu trop court. Malheureusement, à ce jour, il n'y a eu pas ou peu de réactions du monde politique belge.

Nos politiciens sont-ils tous en vacances et inaccessibles ? On peut en toute légitimité se poser la question.

Il est urgent qu'ils se réveillent afin de préserver l'intérêt du pays et jouer pleinement le rôle qui est le leur et qui doit répondre aux aspirations légitimes des consommateurs belges. Ceux-ci veulent le maintien de prix abordables. Ils réclament donc une diminution des prix payés actuellement. Cela est faisable eu égard à la production nucléaire dont l'amortissement est terminé. Cette OPA vaut bien un large débat démocratique et transparent. Nous ne pouvons nous contenter de rares et homéopathiques réactions de deux ou trois politiciens belges. C'est insuffisant et condamnable.

## CONCLUSIONS

Ensemble, nous disons « NON » à cette OPA. Les enjeux sont stratégiques pour l'économie et l'emploi dans le pays. L'intérêt financier de Suez ne peut se substituer à l'intérêt général. Si cette OPA venait quand même à réussir, la Belgique serait le premier état européen à abandonner à un groupe financier étranger le contrôle de sa seule énergie encore maîtrisable !

Le monde syndical, les forces démocratiques et progressistes du pays doivent sortir du bois et manifester leur opposition résolue à ces pratiques prédatrices du capital financier international

Jean-Claude GALLER  
Secrétaire Fédéral Gazelco

## APRES VAN CAU : URGENCE D'UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE

« Je ne le connais pas personnellement mais j'aimais bien Van Cau. A le voir à la télévision, il a l'air sympathique » (Yvette de Tamines). Des témoignages comme celui-là, on en entend un peu partout aujourd'hui. Oui, mais la télévision, déversée en moyenne trois heures chaque jour dans les ménages belges, n'est pas la réalité. Une semaine après un vibrant hommage télévisuel à ses collègues carolos ayant fauté et leur demandant au nom de l'intérêt du parti de démissionner, Jean-Claude Van Cauwenberghe n'a pas eu d'autre alternative que d'en faire autant une fois la triste réalité venue au grand jour : lui aussi est mouillé jusqu'à la barbe dans l'affaire actuelle. Et, au-delà des détails sordides qui, on l'espère, sortiront de l'enquête, cette affaire, tout comme l'affaire Arena il y a quelques mois, met en lumière les agissements d'élus de gauche qui n'ont plus rien de gauche dans leur comportement.

Il fut un temps (lointain, il faut l'avouer) où la morale voulait encore dire quelque chose pour un homme de gauche. Mais aujourd'hui qu'ils ont renoncé à défendre la classe ouvrière et se contentent le plus souvent de gérer la déglignue néolibérale, les élus (dits) progressistes semblent aussi abandonner la morale. Dépenses somptueuses, cumuls des mandats (et des salaires), biens immobiliers,... le bilan est triste.

Cette affaire est l'occasion de rappeler une fois encore qu'un sursaut citoyen est urgent. Il ne s'agit pas de privatiser les intercommunales comme ne manquent pas de le suggérer les élus de droite du MR ou du CDH mais, en démocratisant et en dépolitisant leur fonctionnement, d'en rendre la gestion aux citoyens. Cette démocratie par et pour tous est le seul remède au capitalisme et à la gangrène qui l'accompagne, le fascisme. Malheureusement, le vote d'extrême droite risque à nouveau d'être la réponse maladroitement et épidermique à ce scandale. Quand les élus perdent leurs valeurs, il ne faut pas s'étonner que les citoyens en fassent autant.

Pour impulser un renouveau démocratique, un renouveau politique est également vital. Cela implique que les citoyens prennent en main leur sort et œuvrent à une alternative, comme désire modestement le faire ce journal. Cette prise en main implique la mise en place d'une alternative à gauche du PS et d'ECOLO, une gauche rebelle et solidaire, écologiste et anticapitaliste.

PE

Voici, à travers l'exemple de deux entreprises liégeoises (Alstom ex-TD Balteaux et Aquacom), une plongée au cœur d'un processus qui ne serait pas inéluctable si nos représentants politiques faisaient preuve d'un peu plus de courage.

### Une mécanique implacable

Le processus est quasiment toujours le même. Une entreprise locale possédant brevets, techniciens et chercheurs de très bonne qualité est revendue à un plus grand groupe. Le savoir-faire est alors phagocyté, la production est rationalisée et spécialisée (cette perte de diversité rend évidemment l'entreprise plus fragile), puis elle est mise en concurrence avec des entreprises situées dans des pays à bas salaires (Amérique Latine, Asie, Afrique du Nord...). L'entreprise est alors décrétée non rentable et sa production reprise par une de celles-ci.

Quand TD Balteaux est revendu dans les années 80 à un groupe suisse, ce sont quelques 650 personnes qui y travaillent sur une gamme plutôt diversifiée de produits. On va alors aller de restructurations en restructurations et l'entreprise beynoise va être revendue au groupe Alstom. Quand celui-ci décide de se séparer de sa branche de distribution électrique en 2003, le repreneur exige que l'on liquide trois entreprises situées dans

des pays à trop hauts salaires et TD Balteaux est sur la liste noire. Il ne reste alors plus que 140 travailleurs sur le site de Beyne-Heusay.

### La politique de la terre brûlée

Le cas d'Alstom est éclairant. Au moment de la liquidation et fort du savoir-faire local, un groupe de travailleurs



(ouvriers, employés, ingénieurs) a mis sur pied un projet industriel afin de maintenir une activité sur le site et Meusinvest a accepté de financer intégralement celui-ci, le jugeant prometteur. Cyniquement, la multinationale a toutefois refusé la vente de ses outils, exigeant leur démantèlement total. La meilleure façon d'éviter la concurrence d'une autre entreprise et de s'assurer des profits plantureux est de la racheter et/ou de la démanteler. Les autorités ont accepté ce har-

## DELOCALISATION

kiri économique sans broncher.

### Le rôle des syndicats

Il est important d'analyser la position des syndicats dans ce processus. Le préalable vital à cette analyse est évidemment de rappeler le rôle essentiel des syndicats pour la défense des travailleurs. Le rôle des syndicats est essentiel pour la défense des travailleurs : ils constituent l'unique contrepoids face au patronat et aux décisions gouvernementales anti-sociales. Il faut toutefois reconnaître que les derniers conflits ont vu apparaître de façon récurrente une nouvelle donne. Des travailleurs prennent le pas sur leur représentation syndicale, la trouvant trop conciliante à l'égard de leurs patrons et mènent en première ligne la résistance. Il arrive également que les délégations syndicales mènent la fronde sans le consentement de leur appareil. Cette situation est sans doute le fruit de la douce mais certaine évolution depuis quelques années d'un syndicalisme de combat vers un syndicalisme d'accompagnement plus enclin à dialoguer avec le patronat qu'à l'affronter

Sur un sujet aussi complexe et mythifié que le démantèlement de la Yougoslavie, la journaliste états-unienne Diana Johnstone nous livre une brillante analyse qui comblera tout lecteur en quête d'une explication cohérente aux guerres de la dernière décennie. Traduit de l'anglais par l'auteur elle-même, *La Croisade des fous* est un ouvrage d'autant plus précieux que rarissimes sont les livres en langue française allant à contre-courant de la soupe manichéenne que nous servent depuis quinze ans la plupart des médias et pseudo experts occidentaux.

Soutenue par une préface de notre ami Jean Bricmont, bien connu des lecteurs du DR, Johnstone décortique avec conviction et méthode les facteurs qui ont mené à ce qu'elle nomme la « première guerre de la mondialisation ». En effet, à la fin de la guerre froide, la Yougoslavie a perdu son importance stratégique dans l'endiguement de l'URSS par les puissances occidentales, alors que le refus de certaines républiques d'élire des leaders résolument libéraux contrariait le nouvel ordre que s'efforçait d'imposer l'Occident triomphant. Ce changement de statut – « l'atout périmé » devenant une menaçante « alternative potentielle » - allait signer l'arrêt de mort de la Yougoslavie. A cela, s'ajoutent le manque de direction nationale d'une Fédération qui ne s'est jamais remise de la disparition de Tito et était paralysée par ce que Johnstone nomme le « décentralisme bureaucratique », le marasme économique causé par l'interventionnisme du FMI, qui exacerba les disparités de revenus entre républiques nanties et moins nanties, le revanchisme des forces nationalistes, comme les Oustachis, vaincues en 1945, les intérêts historiques de l'Allemagne, de l'Autriche et du Vatican, la recherche par les Etats-Unis d'un ennemi pouvant revitaliser une Alliance atlantique déboussolée après l'effondrement de son rival oriental. C'est donc

## La Croisade des fous : retour sur la mise à mort de la Yougoslavie



Photo: Georges Berghézan

une complexe combinaison de facteurs internes et externes qui a mené, non seulement à la sécession des républiques et à la guerre civile, mais aussi à une guerre internationale qui allait culminer avec les bombardements de la Serbie et du Monténégro par l'OTAN au printemps 1999.

Le chapitre consacré au Tribunal de La Haye (TPIY) condense les nombreuses critiques qu'on peut adresser à cette institution, créée dans le plus grand flou juridique par ce que Johnstone nomme le « décentralisme bureaucratique », le marasme économique causé par l'interventionnisme du FMI, qui exacerba les disparités de revenus entre républiques nanties et moins nanties, le revanchisme des forces nationalistes, comme les Oustachis, vaincues en 1945, les intérêts historiques de l'Allemagne, de l'Autriche et du Vatican, la recherche par les Etats-Unis d'un ennemi pouvant revitaliser une Alliance atlantique déboussolée après l'effondrement de son rival oriental. C'est donc

Bosnie ou au Kosovo, découle d'un plan génocidaire ourdi par les plus hautes autorités politiques de Belgrade, tandis que les crimes des autres n'impliqueraient que l'individu lui-même ou son supérieur immédiat. Acceptant les fonds privés et dépendant largement du personnel envoyé par les gouvernements occidentaux, le TPIY modifie, au gré de l'humeur des juges et du procureur, ses règles et procédures. Parmi ses autres particularités, il a fréquemment recours au témoignage oral comme moyen de preuve, voire même à la rumeur. Les pouvoirs du procureur, actuellement Carla Del Ponte, sont à peu près illimités, alors que les droits de la défense sont drastiquement réduits. Il est néanmoins frappant de constater à quel point ce qui nous était annoncé comme le « procès du siècle », à savoir celui de Slobodan Milosevic, est ignoré par les médias, surtout depuis qu'il est entré dans sa phase dévolue à la défense.

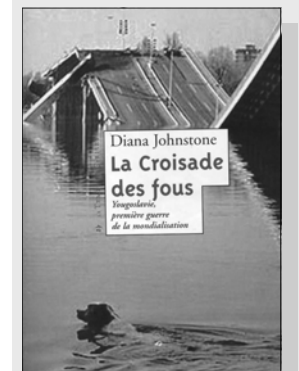
Ayant recours à une riche

documentation, non seulement anglophone et francophone, mais également en allemand, italien et serbo-croate, Diana Johnstone est particulièrement lucide quand elle montre comment une grande partie de la gauche occidentale s'est laissée entraîner par les différents lobbies qui militaient pour une internationalisation du conflit et comment certains pacifistes de la décennie précédente sont devenus d'ardents va-t-en-guerre. Sur le cas de Milosevic, elle démonte la campagne de diabolisation dont a fait l'objet le leader serbe, tout en relevant les grossières erreurs qu'il a commises tout au long de sa carrière politique.

Malgré quelques imprécisions et oublis, et la place trop réduite accordée au mouvement chetnik et au nationalisme serbe, *La Croisade des fous* montre avec éclat que l'interventionnisme occidental dans les Balkans n'avait rien d'humanitaire et n'a fait – que ce soit par le trafic d'armes ou le sabotage des efforts de médiation – qu'encourager le déclenchement et la prolongation des sanglantes guerres yougoslaves. Et servir de hors d'œuvre à d'autres expéditions, en Afghanistan ou en d'Irak...

Georges BERGHEZAN

### Diana Johnstone



Le Temps des Cerises, 2005, prix : 18 euros.

### Ecologie et Europe :

## A quand une taxe sur le kérosène ?

Contrairement aux idées reçues, l'avion est un moyen de transport extrêmement polluant, beaucoup plus encore que la voiture. Avec l'explosion des sociétés *low-cost* (coût faible) (1) et des vacances en charters, le nombre de déplacements en avion a vertigineusement grimpé ces dernières années (2).

Quelques pays européens dont la Belgique évoquent aujourd'hui (enfin, serait-on tenté de dire) la possibilité d'une taxe sur le kérosène, lequel, absurdité complète, n'est à ce jour pas du tout taxé. Récemment, une étude de l'exécutif européen a démontré qu'une taxe de 5 euros sur les vols intérieurs et intra-européens et de 10 euros sur les vols internationaux rapporterait quelque 2,7 milliards.

La France et la Belgique ont proposé d'affecter cette somme à l'aide au développement. Même si elle est insuffisante et non idéale (3), on ne peut évidemment que se réjouir d'une telle mesure qui serait à la fois écologique (en cessant de privilégier un moyen de transport polluant et en incitant ainsi les citoyens à se tourner vers d'autres moyens de locomotion) et sociale (en venant en aide aux victimes de la mondialisation dans les pays les plus pauvres). Reste maintenant aux élus à imposer cette mesure aux lobbies industriels qui déjà dénoncent la proposition et ne manquent pas de faire pression sur les ministres européens des Finances qui en débattront très prochainement.

PE

- (1) On devrait plutôt parler de sociétés *low-salary* (salaire faible) lorsque l'on regarde les conditions de travail de leurs employés. Outre des salaires plancher accompagnés de conditions de travail exécrables, rappelons l'attitude arrogante de Micheal O'Leary, le patron milliardaire de Ryanair, qui a décidé récemment de « pénaliser financièrement » ses employés syndiqués.
- (2) Loin de nous l'idée d'accabler uniquement les nouveaux utilisateurs de l'avion. Comme souvent dans ce genre de choix écologiquement catastrophiques, leur attitude leur est dictée par des campagnes publicitaires massives jouant uniquement sur le pouvoir d'achat (corde sensible par les temps qui courent) et occultant les conséquences de ces choix.
- (3) L'aide au développement telle qu'elle est conçue aujourd'hui s'assimile souvent à une forme de néo-colonialisme dans lequel l'aide est assortie d'obligations en termes de libéralisation des marchés du tiers-monde au profit des multinationales occidentales.

## Ratzinger et nous : question à John Brown

Le remarquable article de John Brown dans le DR de juillet 2005 laisse perplexé : quelles y sont les parts d'humour provocateur évoquant les belles pages du surréalisme et celles de l'invitation au débat politique ? Il invite la gauche perdue dans l'aggiornamento, en somme, à s'inspirer de Benoît-Ratzinger militant de la Restauration. Ce qu'il dit de l'Eglise catholique et de son nouveau pape est à première vue convaincant : il y a un "noyau irréductible d'intolérance et d'affirmation dogmatique" sans lequel l'Eglise perdrait son identité. Comme la gauche a perdu la sienne en s'ouvrant à tous les vents de la pensée molle et du marché. Sur ce point, la démonstration de John Brown est lumineuse.

On pourrait encore citer l'exemple des dirigeants soviétiques à la fin des années 80, abandonnant toutes leurs références. C'est un peu comme si le Vatican déclarait, *urbi et orbi* : "Nous avons tout faux. Oublions les Evangiles. Dieu est mort, dispersez-vous !".

Appelant à retrouver ce qui fut le "noyau irréductible" des communistes, John Brown le définit comme suit : *"cette dictature évanescence qui ne fonde aucun Etat qui est la dictature du prolétariat"*. John Brown ne dit rien de plus. Alors qu'il vient d'éveiller la curiosité. On aimerait donc en savoir plus sur ce que Brown entend par le concept de "dictature du prolétariat", abandonné par le PCB à son congrès de Vilvorde en 1954 et plus récemment en France par la Ligue Communiste Révolutionnaire. A moins de sombrer dans l'idéalisme philosophique, péché capital pour un marxiste, on ne peut isoler un concept de l'Histoire et de l'Institution réelle (Eglise ou Parti) où il "fonctionne".

Le dogme de la virginité de Marie ou l'interdit papal sur la contraception n'ont pas les mêmes fonctions historiques et sociales que l'option communiste en faveur de la "dictature du prolétariat". Les uns entretiennent l'ignorance et la soumission, l'autre, dans l'esprit de Marx, et à l'exemple de la Commune de Paris, était censé substituer à la "dictature de la bourgeoisie" (qui ne se déclarait pas comme telle) la "dictature" s'avouant telle du "prolétariat", soit de la classe sociale qui, dans la révolution sociale, "n'avait à perdre que ses chaînes".

D'autre part, le concept a eu son Histoire et, le vingtième siècle ayant été ce qu'il

fut, "dictature" et "prolétariat" sont chargés de sens auxquels Marx ne pouvait songer. On sait ce que Staline en fit. De la dictature. Et de "son" prolétariat. A

moins que John Brown ne fasse la clarté sur ce qu'il entend par *"cette dictature évanescence qui ne fonde aucun Etat"*, je ne vois pas en quoi les communistes pourraient refonder leur identité sur cette référence dictatoriale plutôt que sur le dogme de la virginité de Marie ou "la nécessité et l'éternité de l'enfer".

Jean-Marie CHAUVIER

## Lisbonne : 29<sup>ème</sup> fête de l'Avante



Photo: J. Dohet

Contre la guerre et le fascisme ! Si l'on excepte l'échéance électorale toute proche (1), c'est sur ces deux grands thèmes qu'étaient centrés les slogans de la 29<sup>ème</sup> fête de l'Avante – l'équivalent portugais de la fête de l'Humanité. Elle s'est tenue comme chaque année dans la banlieue de Lisbonne, sur un grand site appartenant au Parti communiste portugais depuis la révolution des œillets. Le site était organisé en plusieurs espaces. Sur la place du 25 avril se dressait le podium principal, où se succédaient des groupes de tous styles et d'où étaient prononcés les discours du dimanche matin ; l'auditoire du 1<sup>er</sup> mai était réservé aux débats ; l'espace international accueillait des délégations communistes du monde entier ; quant aux sections régionales du PCP, elles proposaient leurs animations dans leurs propres espaces, où Marx, Lénine et d'autres se côtoyaient sous la forme de portraits géants. Enfin, il y avait le pavillon central, un énorme espace couvert réservé aux débats, aux rencontres et aux expositions. On a pu notamment voir un rappel de la vie et de l'action d'Álvaro Cunhal, le leader historique du PC portugais décédé en juin 2005, ainsi qu'une exposition d'art contemporain très avant-gardiste, amenant la culture dans un lieu où les gens se seraient plutôt attendus à ne trouver qu'à boire et à manger. Cette volonté de donner un contenu varié et réfléchi à ce qui reste une

fête populaire, attirant un grand nombre de jeunes, est un aspect qui donne à réfléchir, tout comme, en sens inverse, la présence « inévitable » de marchands du temple. Les nombreux débats organisés sur les trois jours couvraient des thèmes bien connus chez nous : solidarité avec Cuba, situation des Palestiniens, lutte pour une Europe sociale, défense des services publics, ...

Mais, comme je l'ai dit, c'est le rejet de toute guerre impérialiste qui se trouvait rappelé sur l'ensemble du site, ainsi que le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale. Deux expositions, de nombreux panneaux, des T-shirts, ... insistaient sur l'importance qu'avait eu « la victoire des peuples sur le nazifascisme » – pour reprendre l'expression d'un des panneaux – et le rôle prépondérant joué dans cette victoire par l'Armée rouge et l'ensemble du peuple soviétique. Rôle qu'au Portugal comme chez nous on semble vouloir à tout prix minimiser, voire complètement effacer, au profit du seul « mythe de la bonne guerre » (2) des Américains.

Julien DOHET

(1) Les municipales se dérouleront début octobre 2005 et seront suivies des présidentielles en 2006. Depuis plusieurs années, le PCP se présente en coalition avec les Verts sous l'étiquette CDU (Coligação Democrática Unitária).

(2) Titre de l'excellent ouvrage de Jacques R. Pauwels paru chez Aden en avril 2005.

Légendes des photos :

057 : Un des nombreux panneaux contre la guerre, au message simple : « Contre l'impérialisme et la guerre. Solidarité internationale ! »

049 : Au centre de l'espace international, parmi la foule, les panneaux d'une des expositions sur le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale.

## DNS : ISSUE FATALE ?

de face. Quand ils sont durement touchés par la réalité capitaliste, les travailleurs acceptent mal cet état de fait.

Chez Alstom, ce fut également le cas : quatre ouvriers menèrent la fronde au grand mécontentement de leur syndicat. « Même si on nous a accusés d'être des terroristes, il est clair que la lutte avait du sens, puisque nous avons obtenu beaucoup plus que ce qui était prévu », déclare Joseph Dumont, un des quatre ouvriers frondeurs.

### Le rôle des autorités

Les délocalisations conduisent à des situations totalement ubuesques. Par exemple, on importe aujourd'hui en Belgique, comme partout en Europe, des pavés de Chine. Alors que nous vivons dans un pays qui regorge de carrières (tout comme nos voisins français), on brûle du pétrole pour faire venir depuis l'autre bout de la Terre des pavés taillés pour deux fois rien par des travailleurs chinois qui découvrent l'exploitation capitaliste dans toute sa splendeur. Et qui achète ces pavés, provoquant une catastrophe sociale et écologique ? Principalement l'état (les régions pour être exact) à travers le ministère de l'équipement et des transports.

Il est un autre exemple (liégeois) des plus affligeants, celui de la firme Aquacom de Beyne-Heusay. Celle-ci a fermé ses portes en mars 2004 (50 emplois directs perdus) sur décision de délocalisation vers une filiale marocaine de la multinationale propriétaire américaine Invensys. La société Aquacom était bénéficiaire et son carnet de commande bien rempli. De plus, Invensys avait réalisé 549 millions de livres de bénéfices en 2002 (1). Avec une telle somme, Invensys devait avoir les moyens de sauver 50 emplois. Mais le plus piquant est de savoir qui était le client principal d'Aquacom, une intercommunale liégeoise. Cette intercommunale a-t-elle changé de fournisseur en guise de protestation ? Non !

### En conclusion

Derrière la machine infernale des délocalisations ne se cache pas l'un ou l'autre technocrate européen, mais la logique même de la mondialisation capitaliste. Si nos représentants continuent à accepter celle-ci, il y aura encore beaucoup d'autres Alstom et Aquacom. Il est temps de

mettre en place des lois afin d'empêcher les entreprises multinationales qui délocalisent de jouer chez nous la politique de la terre brûlée. Il ne coûterait pas plus cher à notre région de financer des organismes publics de relance d'entreprise que de payer des cohortes de chômeurs et de prépensionnés. Mais il faudrait oser (comme Hugo Chavez vient de le faire au Venezuela) promulguer des lois de réappropriation collective des outils que les patrons voyous jugent non rentables plutôt que de leur laisser le soin de les démanteler. Il faudrait exiger le remboursement intégral des aides publiques en cas de délocalisation. Il faudrait imposer à ces entreprises des taxes lorsqu'elles désirent importer chez nous des produits fabriqués dans des régions où la protection sociale est inexistante et les salaires indignes. Il faudrait oser une relocalisation de l'économie écologiquement et socialement raisonnée, ne créant pas de drames dans les pays aujourd'hui exploités par les multinationales. De telles décisions seraient en complète contradiction

avec le principe de concurrence libre et non faussée (terme bien impropre) qui, depuis les accords de Bretton-Woods au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'applique à détruire la planète. Ce principe est par ailleurs sacralisé par le Traité de Constitution européenne qu'ont défendu socialistes et écologistes belges, mais que fort heureusement la gauche (la vraie) française et hollandaise a réussi à stopper pour un temps.

Pierre EYBEN

(1) Source : Annual Report 2002 Invensys

NB : Cet article doit beaucoup à la longue discussion que j'ai eue avec Joseph Dumont. Merci à lui !

*Un prochain article traitera des cellules de reconversion (outil efficace ou trompe-l'œil léniifiant ?) qui accompagnent ces délocalisations.*

## Esclavagisme

On plaint beaucoup les travailleurs américains, contraints d'exercer deux boulots, ou plus, afin de pouvoir nouer les deux bouts en fin de mois. Mais que penser de nos élus belges ? Certains cas relèvent de l'esclavage.

Forcés de publier la liste de leurs mandats, nos hommes politiques ont étalé aux yeux de tous leur grande misère et l'exploitation dont ils font l'objet. On apprend, par exemple, que pour survivre, le bourgmestre de Koekelberg, Philippe Pivin, est obligé de cumuler 14 mandats rémunérés. George Désir (ex-présentateur de 'Visa pour le Monde' à la RTBF) doit empiler 11 mandats pour ne pas mourir de faim. Un qui ne risque pas de mourir d'inanition, c'est Freddy Thielemans, bourgmestre de Bruxelles : outre 4 autres mandats, il est aussi administrateur (rémunéré) des cuisines bruxelloises.

Glanons au hasard quelques situations de surexploitation humaine parfaitement scandaleuses : le ministre André Antoine (7 mandats rémunérés), Olivier Chastel (14 mandats rémunérés), Elio di Rupo (28 mandats), Claude Eerdeken (4), Emir Kir (4 mandats ; encore un ministre issu de l'immigration, victime de l'horreur économique belge), Philippe Mahoux (5 mandats rémunérés), Philippe Demeyer (10 mandats rémunérés – on vous disait bien que les aides européennes à la région liégeoise n'avaient pas servi à grand-chose – voir notre article sur Julien Lahaut), Jean-Claude Van Cauwenberghe (à Charleroi, il faut 7 mandats rémunérés pour survivre – une honte !), Philippe Moureaux (20 mandats – carrément le Tiers-monde).

La vérité nous oblige à préciser que la ministre socialiste Laurette Onkelinx se contente d'un mandat rémunéré pour vivre. Ce qui lui permet tout de même de faire construire une villa à Lasne, la commune qui compte le plus de milliardaires au mètre carré. Ça fait un peu tache quand on apprend que la même Onkelinx laisse entendre qu'elle se présentera aux communales à... Schaerbeek ! Le jour, salir son carré Gucci chez les pauvres ; le soir, le laver à Lasnes, chez les gens de biens ?

ADK

Lorsqu'en 1953 fut lancée la télévision belge, le sport avait encore valeur d'exemple, de loisir social et d'éducation, voire d'élévation sociale. Il paraissait évident que la radio et la télé participeraient à la promotion de cette activité, et notamment de la plus populaire d'entre elles, le football. En tenant compte de l'évolution de certains sports, football en premier, vers une professionnalisation et une privatisation de plus en plus poussées, entre-t-il encore dans les missions du service public de se battre pour obtenir des droits de diffusion pharaoniques ?

Posons les questions qui fâchent. La qualité du football belge vaut-elle vraiment que la Ligue pro exige quelque 35 à 40 millions d'euros pour en accorder la couverture médiatique à la télévision ? Tant au jeu par équipes qu'en onze national, nous sommes à peu près inexistantes au plan européen et mondial. Rien de plus ennuyeux qu'un match de championnat dans lequel s'affrontent 22 bonshommes, plus généreux en déclarations médiatiques qu'en efforts physiques – et, surtout, en résultats déterminants. Assister à une compétition vous laisse un goût de trop peu, une heure et demie après le coup d'envoi.

Parler de football, c'est évoquer à parts égales les gros sous, la violence et le doping. Un footballeur urinant contre un arbre est plus dangereux pour l'environnement qu'un bombardement au napalm !

### Fin du football, promotion sociale

Les équipes de football ont perdu leur ancrage local. Elles ne sont plus l'occasion pour les habitants d'une ville ou d'une commune de se défouler sainement. Sauf, bien entendu, pour ce qui

## LE FOOT A-T-IL ENCORE SA PLACE DANS LE SERVICE PUBLIC ?

concerne les équipes de divisions provinciales, mais celles-là n'ont droit à aucun développement médiatique et sont obligées d'utiliser des buses de Sioux pour échapper à la banqueroute.

Dans le football dit de haut niveau, les joueurs ne songent qu'au fric, aux filles et au farniente. Devant ce constat, on peut se demander s'il convient au service public de promouvoir le sport-poubelle. Dans l'état où il se trouve, le football est tout juste bon sur une chaîne privée qui, pour faire de l'audience, ne songe qu'au fric, aux filles et au farniente. En plus, la retransmission d'un match est l'occasion d'un déploiement écœurant de publicités, tout autour du stade, sur les maillots et jusqu'à la coiffure de certaines stars du ballon rond.

### Etrange Ligue pro

Dans les négociations entre la Ligue de football et Belgacom, un personnage a été mis en avant : Jean-Marie Philips. Un cas ! Ancien avocat, rayé du barreau en 1984 et condamné pour abus de confiance, il n'en est pas moins devenu président de la Ligue pro de football. Il sait aussi choisir ses collaborateurs, parmi lesquels on retrouve Louis Croonen, éternel magouilleur limbourgeois, qui a passé sa vie à rater tout ce qu'il a entrepris. Il a créé un quotidien, *De Krant*, qui n'a vécu que quelques numéros dans les années 80 et laissé des ardoises carabinées. On lui doit aussi la création de *L'Instant*, dont coût : un demi-milliard de francs belges, engloutis en moins de trois ans ! Croonen dirigea encore la branche belge des Editions Mondiales (*Humo*,

*Télémoustique*, *Gael*, etc.), qu'il laissa dans une situation financière telle qu'il fallut vendre en toute urgence à la VNU hollandaise, qui refila la patate chaude aux Finlandais de Sanoma. Pour fonder d'échec en échec, cet homme a du génie !

Habile à imposer ses amis dans les conseils d'administration qui devraient le surveiller, on se souvient que Croonen avait imposé, dans l'aventure des Editions Mondiales, une sorte d'escroc, sponsor d'une équipe cycliste (où l'on retrouvait Greg LeMond), qui faillit ne pas prendre le départ du Tour de France en raison d'obscurités financières. Ajoutons que, s'il rate tout, Croonen s'en sort à chaque fois avec des parachutes en or, tandis que les victimes de sa mégalomanie paysanne vont pointer au chômage.

Rien que du bon monde, à la Ligue pro. Tout cela en dit long sur l'état du football...

### RTBf or not RTBf ?

Bien sûr, ce n'est pas la RTBf qui acquittera les 36 millions d'euros pour s'assurer les retransmissions d'un championnat bancal, médiocre, inintéressant et ne satisfaisant que les dirigeants des clubs. Qui n'oublie jamais de faire un carton dès qu'il s'agit de leurs émoluments. Mais la somme déboursée par la RTBf restera impressionnante.

A cela s'ajouteront les droits pour les Grands Prix automobiles. Là encore, est-ce le rôle d'un service public de promouvoir un sport, totalement livré aux lois du libéralisme sauvage et sans

ancrage belge, à part l'asphalte du circuit de Francorchamps ? Quant au tennis, sur un petit nuage grâce à Clijsters, Henin et Rochus, est-il encore belge, quand on voit Justine Henin s'empres- ser de devenir citoyenne monégasque – sans doute pour d'autres raisons que l'amour de l'air marin ? Est-ce cela, l'exemple à donner aux jeunes Belges ?

Les questions ci-dessus (et d'autres) seraient oiseuses si la RTBf disposait de moyens considérables. Mais, tout au contraire, l'heure est aux économies, et la part prise par les droits de retransmissions sportives pèse de plus en plus lourd, au regard d'autres missions de service public.

### Et le service public dans tout ça ?

Que devient la création de la RTBf ? Plus que léthargique et soumise à des contraintes financières qui relèvent du comptage de bouts de ficelles. En dépit des efforts consentis par les équipes, le Journal Télévisé est devenu poussif – et sanctionné par les taux d'écoute. Il est tout de même incroyable que le Journal de RTL-TVI soit plus regardé que celui de la RTBf. L'info, n'est-ce pas, avant tout, une mission de service public ?

Est-il politiquement incorrect de se demander si les deniers, volatilisés dans les contrats avec la Ligue de football ou chez les requins de la Formule 1, ne seraient pas mieux employés à promouvoir des créateurs belges, obligés de s'exiler pour exercer leur passion ? Ou pire : contraints de se taire.

Alain DE KUYSSCHE

## ELECTIONS ALLEMANDES : LE REVEIL DE LA DEMOCRATIE

"Dans les milieux de l'industrie et du monde économique, nous sommes amèrement déçus". C'est ce que déclarait après les élections législatives, le 19 septembre, Jürgen Thumann, président du "Bundesverband der Deutschen Industrie" (BDI), l'union patronale des industriels allemands. En Allemagne comme ailleurs, la déception patronale est à l'échelle de la résistance des travailleurs, ulcérés par des années de libéralisation, et de démantèlement des mécanismes de protection sociale. Le résultat des dernières élections est clair : le parti "Linke", rassemblant le PDS (issu de la refondation du Parti communiste d'Allemagne de l'Est), et le WASG d'Oskar Lafontaine (avec de nombreux syndicalistes de gauche, déçus par la politique de Gerhard Schröder et du SPD), a remporté 8, 67 % des voix et 54 sièges au Bundestag, devançant même les écologistes (Grünen, 51 sièges). Le parti Linke devient ainsi la quatrième force politique allemande, derrière le SPD de Schröder, la CDU de Merkel et le parti libéral (FDP). Dans l'ancienne Allemagne de l'Est, violemment touchée par le chômage et l'exclusion sociale, le parti de gauche atteint même 25, 4 % des voix, devant les Verts (5, 1 %), le FDP (7, 9 %), la CDU (25, 3 %), devancé seulement par le SPD (30, 5 %) !

Consternés par ce succès, les dirigeants socialistes et chrétiens-démocrates ont d'emblée affirmé qu'ils refusaient totalement l'idée d'une coalition avec Linke, dont le programme, il est vrai, remet radicalement en question toute l'orientation politique et économique des derniers gouvernements allemands. Par contre, au delà de la lutte pour la chancellerie, peu de divergences de fond existent entre SPD et CDU qui, depuis longtemps, envisagent la mise sur pied d'une vaste coalition, afin d'accélérer les réformes souhaitées par le patronat. Dès le mois de mars, Gerhard Schröder avait proposé à la CDU et au FDP un catalogue de mesures à mettre en oeuvre en commun, qui ne pouvaient que plaire à la droite : baisse de l'impôt sur les sociétés de 25 à 19 %, réductions fiscales pour les PME, allègement des droits de succession, simplification des démarches administratives auxquelles sont soumises les entreprises, etc., autant de propositions qui ont été reprises

dans le programme électoral du SPD. Comme pour satisfaire par avance le droit, la dernière coalition socialiste-écologiste a déjà diminué l'impôt des plus riches de 8 % et la taxation des sociétés de 15 %. Les divers "plans Hartz" (d'après le nom du patron de VW et ami personnel de Gerhard Schröder chargé par le gouvernement d'élaborer une politique de l'emploi) prévoient, outre des réductions sévères des dépenses de santé, une limitation drastique de l'accès aux allocations de chômage, et de leur durée, alors que, depuis 2004, le nombre de chômeurs a dépassé les cinq millions de personnes, soit plus de 12 % des actifs ! Les diverses réformes du marché du travail mises en oeuvre par le gouvernement Schröder ne sont naturellement pas contestées par les conservateurs de la CDU ou du FDP. Face à cette connivence entre patrons offensifs et socialistes complices, ou tout au moins résignés, le programme du parti Linke apporte un véritable souffle d'espoir. Relayant de nombreuses revendications des syndicats et des mouvements altermondialistes, Linke veut lutter contre les dérégulations du marché du travail, augmenter significativement les allocations sociales et les retraites, assurer un revenu minimum garanti décent, combattre l'évasion fiscale, augmenter l'impôt des entreprises et les taxes sur le patrimoine ou les successions, et réhabiliter l'Etat dans son rôle de redistributeur des richesses.

Le succès de Linke marque l'émergence en Allemagne d'un véritable parti de gauche antilibéral et anticapitaliste. Mais Linke a aussi redynamisé une vie politique généralement empreinte de passivité et de résignation : environ 60.000 de ses électeurs s'étaient abstenus lors du scrutin précédent ! Ailleurs en Europe, face à des partis socialistes en perte de repères, privilégiant le dialogue avec les cercles patronaux et relayant les thèses de ces derniers, une telle alternative politique est tout aussi indispensable et urgente. Bâtie sur les principes élémentaires de solidarité sociale, elle devra redonner à la démocratie et au sens du bien commun, la primauté sur une économie mondialisée et sauvagement dérégulée.

Luc DELVAUX.

## BREVES

### Décompte terrorisant...

Durant les deux mois qui ont précédé les attentats de Londres (au moins cinquante morts), les violences consécutives à l'occupation de l'Irak ont fait mille cinq cents morts dans la population civile irakienne. C'est un fait à souligner : les poseurs de bombes arabes tuent beaucoup plus d'Arabes que d'occidentaux blancs. Les victimes de Londres n'en seront pas soulagées, mais d'autres s'en réjouiront. Ou alors s'en foutent. (Source CQFD)

### Quand le journalisme se résume à recopier des dépêches sans les lire...

« Samedi, deux cents mille personnes vêtues de blanc avaient défilé dans les rues de la ville pour faire pression sur les dirigeants des huit pays les plus industrialisés du monde, réclamant notamment l'annulation des pays pauvres... ». L'annulation des pays pauvres ? C'est la coquille que l'on a pu lire sur le site Internet d'au moins une dizaine de journaux nationaux francophones. En fait, il s'agissait d'une dépêche de l'agence Reuters (4/07/05) consacrée aux manifs anti-G8 à Gleneagles en Ecosse. Celle-ci avait simplement été recopiée par des journalistes de la presse écrite (celle qui est censée prendre du recul pour analyser l'information) qui visiblement ne lisent pas les dépêches qu'ils publient. A moins que la presse francophone pense que le plus simple soit d'annuler directement l'endetté plutôt que la dette.

## 60 ans après Hiroshima... (suite de la page 13)

politique énorme, vu qu'elles détiennent également, non seulement un siège permanent au Conseil de sécurité mais, par dessus le marché, le droit de veto.

Le concept de dissuasion nucléaire est toujours présent dans le cerveau de nombreux chefs d'Etat occidentaux. Il

consiste à déclarer que l'arme atomique rend impossibles des conflits de grande importance. Ce concept est faux ; s'il a permis d'éviter de justesse, pendant la guerre froide, un conflit nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS, il a favorisé des guerres très meurtrières comme celles de Corée et du Vietnam. Grâce à leur hégémonie nucléaire au début des années '50, les Etats-Unis ont pu intervenir massivement sur le territoire coréen. En effet, l'arme nucléaire leur permettait de garder un front occidental dégarni et de mettre le maximum de leurs forces dans le conflit du Nord-Est asiatique. Cela n'empêcha pas MacArthur et son successeur Ridgway de réclamer un bombardement massif des grandes villes chinoises. Il en fut de même pendant la guerre du Vietnam où plusieurs généraux réclamèrent l'emploi du feu nucléaire. En bref, la dissuasion nucléaire – c'est-à-dire l'intimidation atomique, la menace de la destruction massive ou le chantage par la terreur –, principalement prônée par les puissances nucléaires, est généralement acceptée par une société politiquement peu informée.

## Folie nucléaire

Les 2055 essais nucléaires illustrent bien la folie de la dissuasion nucléaire. Un véritable « jeu de mains, jeu de vilains » s'est engagé entre Américains et Russes ; ainsi, en 1958, 77 essais américains et 35 russes ont été perpétrés, en



1962, 96 américains contre 71 russes. En 1961 et 1962, les Américains ont fait exploser 245 mégatonnes d'équivalent TNT, soit l'équivalent de 1.633 Hiroshima, tandis que l'URSS déchaînera une puissance explosive équivalente à 26.700 Hiroshima. Une telle situation devait conduire au Traité de Non Prolifération (TNP), entré en vigueur en 1970. Ce Traité permet aux cinq puissances nucléaires de continuer leur prolifération verticale (nouvelles générations de bombes) et interdit aux autres pays d'en faire de même ! Tous les cinq ans a lieu une Conférence de révision du TNP. Alors que celle de l'an 2000 s'annonçait sous d'excellents augures avec l'engagement des 5 puissances *de jure* à respecter l'article VI (c'est-à-dire réaliser un désarmement nucléaire sous

contrôle international très strict), la 7<sup>ème</sup> Conférence de 2005 s'est soldée par un échec, à savoir la volonté des Etats-Unis de maintenir leur stratégie nucléaire.

Une telle obstination a provoqué la réaction de nombreuses ONG et d'instances politiques locales. Déjà en 2004, le maire d'Hiroshima, Tadatashi Akiba, avait lancé la campagne internationale *Mayors for Peace*. Celle-ci a connu un vif succès et spécialement en Belgique où 235 communes flamandes, bruxelloises et wallonnes ont apporté leur soutien de solidarité à leur homologue japonaise. A ce jour, plus de trente bourgmestres se sont déjà déclarés signataires d'une lettre du maire d'Hiroshima, réclamant un programme de désarmement nucléaire.

Malgré ces manifestations, malgré les déclarations du Sénat en Belgique, les interventions dans divers Parlements (Belgique, Hollande ...) et la prise de position des eurodéputés, les réactions des gouvernements occidentaux ont été quasi nulles. L'Allemagne, qui s'était proposée de demander à l'OTAN le retrait des 480 bombes B-61 de l'Europe et de la Turquie, a dû abandonner son projet vu l'absence de collaboration de ses partenaires de l'Alliance.

Bien que l'Europe soit le continent le plus militairement nucléarisé au monde, les négociations entre Américains et Russes sont au point mort, précisément à cause du déploiement d'armes nucléaires tactiques américaines en dehors de leur territoire. Ce constat est utilisé par la Russie pour refuser toute discussion sur le désarmement nucléaire tactique ; il a été communiqué à la presse par le ministre Sergueï Ivanov au centre spatial de Baïkonour en ces termes : « *La Russie déploie ses armes nucléaires tactiques sur son propre territoire ce qui ne peut être dit pour d'autres pays* ».

En bref, l'apocalypse nucléaire est toujours présente, d'autant plus que des milliers d'armes nucléaires continuent à être maintenues en état d'alerte, ce qui constitue un risque de lancement accidentel et une menace pour les centres stratégiques et les villes importantes. Nous attendons des responsables nationaux et européens une interprétation plus correcte et plus cohérente du TNP que le projet de constitution européenne ne prend pas en compte. Pourquoi une telle discrétion sur un sujet aussi fondamental ?

Pierre PIERART

## WILCHAR, L'ART EN RESISTANCE

L'abondance des matières, dans notre précédent numéro, et la proximité entre le bouclage de l'édition et la disparition de Wilchar, nous ont empêché de rendre l'hommage que méritait cet artiste hors norme et particulièrement attachant.

C'est, en effet, le 28 juin 2005, que notre camarade Willem Pauwels, dit Wilchar, s'en est allé vers un ailleurs, ou vers nulle part, ce qui correspond mieux à l'idée qu'il se faisait de la mort.

Né à Saint-Gilles en 1910, il s'est engagé très jeune dans le mouvement communiste. Des conditions sociales dans l'entre deux guerres, il disait qu'elles l'écoeuraient. Quarante ans plus tard, il se désolait de ne voir aucune avancée significative. Artiste du peuple pour le peuple, Wilchar ne savait pas ce que signifiait l'art pour l'art. Ou alors, il le savait trop bien pour ne pas vouloir adhérer à cette théorie. Pour lui, l'art devait se mettre au service d'une cause. Dès 1933, il réalisait les affiches du Parti communiste, ce qui trahissait un engagement clair pour la classe ouvrière et contre la montée des périls d'extrême droite.

Jamais on ne le vit transiger sur l'indispensable combat dirigé contre les idéologies mortifères, tablant sur l'oppression et le mensonge pour rendre un peuple docile et prêt à toutes les (més)aventures. Contre les armes et la force brutale, il dressait son impertinence, son esprit de dérision. Plus tard, alors que le nazisme dévoilait sa gueule barbare, il se transforma en véritable héros du peuple.

Avec son ami Jean Lagneau, partisan armé et membre de la direction nationale des Jeunesses du Front de l'Indépendance, Wilchar participa à plusieurs coups de main audacieux. Les deux camarades parvinrent à se servir des presses de l'Office National du Travail (ONT), administration collaborationniste, pour éditer *Le Maillon*, périodique interdit. Quand, en 1941, la supercherie faillit être découverte, Lagneau et Wilchar mirent sur pied une opération insensée : ils se laissèrent enfermer dans les locaux de l'ONT et en profitèrent pour incendier les fichiers de cette administration chargée de recruter des travailleurs pour le travail forcé en Allemagne. Des milliers de Belges doivent à Wilchar et à son compagnon de ne pas avoir été raflés pour connaître la déportation. Et comme ils ne pouvaient plus s'en servir, les deux résistants détruisirent l'imprimerie de l'ONT !

Arrêté en août 1943, Jean Lagneau finira décapité à la hache, à Krisheim, près de Munich, le 27 octobre 1944. Wilchar fut arrêté en avril 1943 pour son appartenance au parti communiste et ses activités dans la résistance. Il connut le camp de Breendonk avant d'être envoyé à la citadelle de Huy. Il réalisa une série de dessins retraçant sa captivité dans le seul camp de concentration installé sur le territoire belge. Tout démocrate se doit d'aller les admirer à Breendonk : c'est le témoignage le plus juste et le plus poignant sur ce qu'était la survie dans cet enfer nazi.

Dans son ouvrage *Peint à la main* (1964), Wilchar écrivait : « Je continue à croire au rôle purificateur de l'art et je suis assez grand pour savoir que le fumier de notre temps engendrera la fleur au printemps qui s'annonce. L'homme qui perd quotidiennement sa vie en la gagnant a besoin de ma tendresse, de toute ma tendresse. Assumer l'angoisse de chacun, la sublimer dans des œuvres génératrices de clarté et de paix est une mission qu'il me plaît d'accomplir. Dans ce rôle-là, je me sens, moi artiste, enfin utile. Enfin historiquement utile ».

ADK

## Un hommage à Wilchar

Pour rendre les honneurs à Wilchar, nous vous suggérons de faire un don au Front de l'Indépendance (14, rue Van Lint - 1070 Bruxelles), dans les rangs duquel Wilchar combattit jusqu'à son arrestation en 1943. Aujourd'hui le Front est le gardien de la mémoire de la résistance et combat tous les révisionnismes, même officiels, tendant à minimiser son rôle ou à jeter la suspicion sur la pertinence de son action sous l'occupation.

Soutenir le périodique *Front*, qui connaît quelques difficultés, est un devoir pour tout démocrate digne de ce nom. Numéro de compte : 000-0747262-71, avec mention 'en souvenir de Wilchar'. Merci !

## BREVES

## Le restructurateur du mois

Moins de trois semaines après avoir annoncé la suppression de quelques 6.000 emplois en Europe, le groupe informatique américain Hewlett-Packard a annoncé son intention de créer 500 emplois nouveaux... au Costa-Rica. Un procédé qui rappellera sans doute de mauvais souvenirs aux camarades de Renault Vilvorde. Décidément, rien de nouveau au pays des patrons.

## Liège : quand l'argent public finance la pub des JMJ

La ville de Liège dispose depuis quelques années de mâts publicitaires sur les ponts de la ville qu'elle orne de drapeaux au gré des événements culturels. Durant les vacances scolaires, quelle ne fut pas la stupeur de nombre de citoyens de voir ceux-ci flanqués de publicité en faveur des Journées Mondiale de la Jeunesse, la dernière grand-messe catholique (si l'on ose dire) censée insuffler aux jeunes le goût de l'office du dimanche et le culte papal. D'après l'échevin CDH en charge de la culture, les JMJ ne seraient qu'un événement « culturel ». En dépit de vives protestations (entre autres des organismes laïques), les autorités communales et le bourgmestre PS n'ont pas cru bon intervenir.

## Ces chiffres qui prouvent que ce n'est pas la crise pour tout le monde

Le constructeur allemand de voiture de luxe Porsche a réalisé un chiffre d'affaire record (près de 6.8 milliards d'euros) sur son exercice fiscal 2004/2005, vendant quelque 84.000 exemplaires des ces bolides super-vitaminés et super-polluants à d'heureux nantis. (Source : Börsen Zeitung).

Pour moi, né en 1946, l'assassinat de Julien Lahaut représente la première forfaiture étatique belge dont j'aie gardé le souvenir. Oui, forfaiture, car il s'agissait d'un acte crapuleux, mûrement réfléchi, habilement tramé, approuvé en hauts lieux (jusqu'à Laeken, si vous voyez ce que je veux dire), accompli avec détermination et avec la complicité des mondes politique, policier, judiciaire et royaliste.

Et, hélas, ce ne fut que le premier d'une longue liste de crimes suffisamment dérangeants pour ne leur trouver de solution. Avec les moules, les frites, le chocolat, la tarte al d'jote et l'affairisme de nos chers souverains, l'autre spécialité belge, ce sont les crimes auxquelles la justice ne vient jamais à bout. Dossiers malencontreusement paumés, disparition opportune des témoins, devoirs d'enquête refusés ou mystérieusement oubliés – un catalogue de dénis de justice à répétition. Tout cela, au mépris de la vérité et du citoyen : le premier portrait robot des tueurs du Brabant wallon a été réalisé... vingt (20 !) ans après les faits.

Julien, reviens. La Belgique qui t'a survécu est tout le contraire de celle que tu rêvais. Les gredins qui ont scellé ta mort se pavant, rosette à la boutonnière, baronnie au vent, fortune faite et, éventuellement, nécrologie ronflante à la clé. Julien, grâce à toi, je suis devenu communiste et républicain dès 1962. Nous vivions alors sans toi, mais dans une société que toi et tes camarades avaient forgée dans les larmes, le sang et les supplices. Sans trop nous en rendre compte, nous traversons les *golden sixties*, œuvre de militants communistes, résistants communistes, députés communistes. Si les travailleurs ont connu des existences commodes pendant les quarante années qui ont suivi la Libération, c'est parce que toi, Julien, et tes camarades, vous aviez foutu la trouille à un patronat collaborationniste entre 1940 et 1944 et trop heureux, dès 1945, de voir tomber les dollars US, prix de l'uranium congolais vendu par notre beau royaume aux fabricants de la bombe d'Hiroshima.

Pendant 40 ans, ils ont crevé de peur devant ce qu'ils appelaient 'la menace bolchevique' ; dans leurs cauchemars, ils se voyaient dépouillés de leurs biens acquis par le travail des

autres ; et le jour, bien éveillés, ils imaginaient les moyens de contourner les lois sociales, les droits de l'homme, ce respect dû aux êtres humains, y compris dans leur milieu de vie.

Depuis la 'chute du communisme', ils osent tout. Comme des chiens, ils lèvent la patte quand on leur présente les droits élémentaires dans le travail. Ils accumulent les profits (seul vrai visage de l'économie de marché) et clament tout haut ce qu'ils ont toujours pensé sous cape : *les profits, c'est pour nous et ça ne se partage pas ; la solidarité n'engage que les moutons qui y croient.*

Julien, reviens, car les salauds ont trouvé des relais complaisants dans les partis politiques. Chez les calotins (camouflés à présent en 'humanistes' ou en 'écologistes') et les libéraux, cela n'étonne personne. Mais, tiens-toi bien, Julien, les pontes socialistes sont les plus acharnés à entrer dans la danse. Leurs trahisons, ils ne les comptent plus. Les compromissions avec les barons Frère et autres comte Boël, ils s'en flattent, pourvu que cela leur assure le pouvoir, la seule chose qui les fait bander. Il faut les entendre exprimer, en privé, leur mépris des ouvriers et de la classe laborieuse.

Discours de Dimitrov habilement détourné, c'est devenu une mode d'annoncer que le prolétariat n'existe plus, que la lutte des classes appartient au passé. Le premier regonfle à vue d'oeil, la seconde n'a jamais connu de trêve avant de s'étaler indécentement en ce début de millénaire.

Regarde Liège, Julien. 'Ton' bassin liégeois, Julien. Pour lequel tu t'es tant battu, pour lequel tu as accepté les injures, les menaces, les violences policières et la déportation dans les camps tenus par les compères de ceux qui t'ont assassiné... Un désert. Il reste bien quelques industries lourdes, mais on sait très bien qu'elles ne vivent plus qu'à coup de subventions et d'aides de l'état ou de l'Europe. Et elles se font plus chiches avec les années. En 1995, la production industrielle liégeoise se situait à 5 % au-dessous de la moyenne européenne. Sept ans plus tard, elle était tombée à - 14 %. Entre-temps, dans le cadre d'un programme européen d'aide aux régions en difficulté et pour la période 1994 à 2006, Liège a reçu 367 millions d'euros. Où est passée cette manne ? Engloutie dans la

## Julien, revien

*Alors que le souvenir de Julien Lahaut réflexions, comme vous le lirez ci-dessous, rappeler la double commémoration organique anniversaire de l'assassinat de ce g complaisance monarchiste vis-à-vis ce rassemblement s'est tenu à l'initiative de Seraing, où Julien est inhumé, tandis organisée à l'Espace Marx de Bruxe Républicain et de la revue wallonne "Tou de la députée Ecolo de Liège, Muriel commission d'enquête afin de trouver les c l'assassinat de l'ancien président de son p*

métallurgie que le secteur privé attend de pouvoir ramasser sans devoir se baisser. 367 millions d'euros, ça fait tout de même près de 15 milliards d'anciens francs ! En a-t-on distrait une partie pour financer l'avenir ? Que nenni. Pire : entre 1994 et 2005, l'enseignement constitue le seul secteur public où l'investissement a diminué de manière significative...

Et on voit mal comment la Wallonie et Bruxelles vont pouvoir sortir de l'ornière, aides à la clé ou pas. L'Etat PS bloque tout, occupe tout le terrain, achète les consciences en multipliant les associations en tout genre – autant de relais d'un état policier qui n'ose pas dire son nom. Il suffit de voir leurs bilans. Pour quelques rares réussites, combien d'essais transformés en officines électorales du PS. Oui, ce Parti Socialiste, héritier de Vandervelde, celui qui envoya les ouvriers à la boucherie de 14-18. Oui, le Parti Socialiste, successeur du Parti Ouvrier Belge, aux mains d'Henri De Man, qui admirait tant l'ordre nouveau qu'il alla crever après-guerre en Suisse, et pas vraiment parce qu'il en aimait le chocolat et les horloges.

Julien, reviens. Toi, au moins, tu osais botter le cul aux socialistes de salon et de conseils d'administration. Ces as de la carte de crédit, acrobates de la note de frais connus dans les restaurants chics sous le nom de 'truffes'. Le personnel sait, en effet, que ces enflés de l'autosatisfaction bourgeoise réclament, non pas le meilleur, mais le plus cher, des truffes et du caviar jusqu'aux vins millésimés.

de Grande Bretagne peuvent être fiers, indépendamment de ce que l'on pense de ses idées politiques. Cet homme a eu, dès 2002, le courage de se dresser contre Blair et Bush, d'appeler Blair 'menteur' et de dire que tous les deux étaient comme des 'loups' envers l'Irak. Pour avoir dit la vérité, on l'a châté, on l'a exclu du Parti travailliste et on l'a sali en l'accusant sans preuve de corruption. Au même moment, le gouvernement US dissimulait le rôle qu'il avait

joué dans l'enrichissement du gouvernement de Saddam Hussein par le biais de 'pots-de-vin'...

« George Galloway, le politicien en question, a regardé droit dans les yeux la commission du Sénat américain sur la sécurité nationale et les affaires gouvernementales et son président Norm Coleman, connu pour sa partialité partisane... Il est sorti victorieux de la session... mais l'Amérique en général paraît incapable de comprendre la réalité horrible que l'audition de

ce parlementaire souligne : que les auditions de style Mc Carthy conduites par le Sénateur Coleman ne sont que des écrans de fumée pour cacher un crime d'une proportion horrible.

« ... Il y a deux ans, j'écrivais que les accusations de corruption lancées contre Galloway venaient à point pour réduire au silence l'un des opposants les plus farouches de la guerre contre l'Irak. L'honorable membre du Parlement britannique a confronté, tête baissée, le repaire

d'un corps politique conservateur US, sur une guerre et une occupation que beaucoup des deux côtés de l'Atlantique, politiciens et public ensemble, voudraient volontiers balayer. Aussi, M. Galloway, veuillez accepter de cet Américain trois hurra pour un travail bien fait ».

Texte publié originellement dans The Times du 30 juin 2005

Traduction : Xavière JARDEZ  
Transcription intégrale de l'allocution de Galloway :

## 60 ans après Hiroshima : le risque d'apocalypse nucléaire n'a pas disparu



Il y a soixante ans, une bombe à l'uranium, *Little Boy*, est larguée par l'*Enola Gay* sur Hiroshima, à 8h15. Toute la ville brûle, il y aura 145.000 morts à la fin de 1945 pour une ville qui comptait à ce moment-là encore 300.000 résidents après l'évacuation d'une partie des civils. Cette deuxième explosion atomique avait été précédée par celle d'Alamogordo du 16 juillet préparant la destruction de Nagasaki avec la bombe *Fat Man* qui provoquera la mort de 70.000 habitants. Aujourd'hui le risque de conflagration nucléaire est toujours d'actualité malgré la fin de la guerre froide. Des milliers de têtes nucléaires sont toujours braquées sur des centaines de villes d'Europe et d'Amérique.

Le projet de la bombe atomique américaine appelé « programme Manhattan » prévoyait, à titre préventif, la fabrication de 3 ou 4 bombes atomiques utilisant la réaction en chaîne de la fusion de l'uranium et du plutonium. En principe il s'agissait de dissuader les Allemands d'une utilisation de la bombe qu'ils auraient fabriquée dans le plus grand secret. Les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki furent prêtes à l'emploi

fin juillet '45, au moment où le Japon, dont les forces étaient considérablement réduites, demandait la fin des hostilités.

A la fin de 1944, les Américains étaient arrivés à la conclusion que les Allemands n'avaient jamais songé sérieusement à fabriquer un engin nucléaire étant donné les efforts de guerre considérables exigés par le Front de l'Est et la fabrication et la production d'armes secrètes plus conventionnelles. Déjà en septembre 1944, Roosevelt et Churchill étaient conscients que l'Allemagne ne possédait pas l'arme nucléaire et ils envisagèrent d'utiliser contre le Japon la bombe, qui avait coûté à l'époque deux milliards de dollars et mobilisé 130.000 travailleurs. Le projet Manhattan devait se poursuivre dans le plus grand secret (le professeur Bohr faillit être emprisonné sur proposition de Churchill suite à la demande du savant danois d'informer les Soviétiques sur la nature du projet Manhattan). Cette méfiance devait immanquablement déclencher la guerre froide avec l'inévitable course aux armements accompagnée d'une prolifération nucléaire qui se manifestera par des essais d'explosions nucléaires, d'abord en URSS (août 1949), puis en Grande Bretagne (1952), en France (1960) et en Chine (1964).

Cette prolifération nucléaire a rapidement atteint des proportions incroyables. Les prévisions de Szilard, qui prophétisait l'escalade nucléaire avec des milliers de bombes, se sont réalisées. Ainsi les Etats-Unis disposaient de 9 bombes en juin 1946, de 32 en 1947, de 110 en 1948 et, en 1959, de 15.468 ! Cette prolifération de l'arme suprême va mobiliser environ deux millions d'emplois entre 1960 et 1990, chiffre que l'on peut facilement extrapoler sur la base des 600.000 officiellement reconnus aux Etats-Unis.

Ces cinq puissances nucléaires officialisées en 1968 par le Traité de Non Prolifération (TNP) disposent d'un poids

## IRAK ET CORRUPTION : RÉPONSE DE GEORGE GALLOWAY AU SÉNAT US

**George Galloway, membre du Parlement britannique, nouvellement élu pour la circonscription de Bethnal Green and Bow s'est présenté le 18 mai 2005 devant la sous-commission du Sénat américain qui l'avait accusé de corruption dans le soi-disant scandale « Pétrole contre nourriture » Extraits de son allocution.**

« En fait, j'ai rencontré Saddam Hussein (en 1994 et 2002) exactement le même nombre de fois que Donald Rumsfeld l'a fait. La différence est que Rumsfeld l'a rencontré pour lui vendre des armes et lui donner des cartes pour mieux cibler ces armes. Je l'ai rencontré pour essayer de mettre un terme aux sanctions, aux souffrances et à la guerre, et la deuxième fois, pour le convaincre de laisser le Dr Hans Blix et les inspecteurs de l'Onu revenir dans le pays - un usage des rencontres avec Saddam Hussein bien meilleur que votre propre Secrétaire d'Etat en a fait...

« Vous trouverez, dans les archives officielles du Parlement, le Hansard, que du 15 mars 1990 à aujourd'hui, des preuves volumineuses que je détiens un meilleur bilan d'opposition à Saddam Hussein que vous ou qu'aucun autre membre des gouvernements britannique ou américain.....

« Maintenant, vous n'avez rien sur moi, Sénateur, sauf mon nom sur des listes de noms en provenance d'Irak, qui, pour la plupart, ont été établies après l'installation

de votre gouvernement fantoche à Bagdad... Vous avez mon nom sur ces listes qui vous ont été fournies par l'enquête Duelfer, qui lui ont été fournies par le voleur de banques reconnu et fraudeur et beni oui-oui, Ahmed Chalabi, qui a joué un rôle décisif dans le désastre où se trouve votre pays en Irak, comme le reconnaît un certain nombre de personnes chez vous

« Vous citez M. Taha Yassin Ramadhan... Je ne l'ai jamais rencontré... Mais je sais qu'il est votre prisonnier, je crois dans la prison d'Abou Ghraib... Dans ces circonstances, sachant ce que le monde connaît de la manière dont vous traitez les prisonniers à Abou Ghraib, à Bagram (en Afghanistan), à Guantanamo, y compris, je dois dire, des citoyens britanniques..., je ne suis pas sûr de la crédibilité de ce qu'on peut accorder à ce que vous avez pu soustraire à un prisonnier dans ces circonstances...

« L'existence de faux documents m'impliquant dans des activités commerciales avec le régime irakien est un fait prouvé. Il est avéré que ces documents fabriqués existaient et ont été distribués parmi des journaux d'extrême droite à Bagdad et dans le monde juste après la chute du régime irakien...

« Maintenant, Sénateur, j'ai donné mon cœur et mon âme pour lutter contre la politique que vous encouragez. J'ai donné le fil de ma vie politique pour arrêter le massacre des Irakiens par les sanctions qui ont tué un million

d'Irakiens, la plupart des enfants, la plupart morts avant même de savoir qu'ils étaient Irakiens, mais morts pour la simple raison qu'ils étaient Irakiens, ayant eu la malchance d'être nés à ce moment-là. J'ai donné mon cœur et mon âme pour vous empêcher de commettre le désastre que vous avez commis en envahissant l'Irak. Et j'ai dit au monde que votre plaidoyer pour la guerre n'était qu'un tissu de mensonges.

« J'ai dit au monde que l'Irak n'avait pas, contrairement à vos prétentions, d'armes de destruction massive. J'ai dit au monde, contrairement à ce que vous avanciez, que l'Irak n'avait aucun lien avec Al Qaeda. J'ai dit au monde, contrairement à vous, que l'Irak n'avait rien à voir avec les atrocités du 11 septembre. J'ai dit au monde, contrairement à vos allégations, que le peuple irakien opposerait une résistance à l'invasion américano-britannique de leur pays et que la chute de Bagdad ne serait pas le commencement de la fin, mais plutôt la fin du commencement.

« Sénateur, tout ce que j'ai dit à propos de l'Irak s'est révélé juste, vous avez eu tort et 100.000 personnes l'ont payé de leur vie, 1.600 soldats américains ont été envoyés à la mort pour un tissu de mensonges, 15.000 ont été blessés, beaucoup pour le restant de leur la vie, pour un tissu de mensonges.

« Si le monde avait écouté Kofi Annan, dont vous avez demandé la démission, si le monde avait écouté Jacques Chirac que vous voulez

dépeindre comme une espèce de traître corrompu, ...vous ne connaîtriez pas le désastre que vous connaissez...

« Regardez le véritable scandale du 'Pétrole contre Nourriture'. Examinez les 14 mois pendant lesquels vous étiez en charge à Bagdad, les 14 premiers mois quand 8,8 milliards de dollars de la richesse irakienne ont disparu. Regardez Halliburton et les autres multinationales américaines qui non seulement ont volé l'argent de l'Irak mais aussi l'argent du contribuable américain.

« Jetez un coup d'œil au vrai scandale qui crève les journaux aujourd'hui, révélé dans les témoignages présentés devant votre commission. Les briseurs de sanctions, ce ne fut pas moi, ni les politiciens russes ou français. Les briseurs de sanctions ont été vos propres sociétés avec la connivence de votre propre gouvernement. »

### L'avis de Scott Ritter

« Les auditions de style McCarthy conduites par le Sénateur Coleman ne sont que des écrans de fumée pour cacher un crime d'une proportion horrible ».

« Tony Blair est un homme qui s'est montré plus soumis au président américain aux visées impérialistes qu'à la tradition britannique de respect de la règle de droit qui remonte à la Grande Charte. Il existe, cependant, au moins un politicien dont les citoyens

## LS...

*it continue à inspirer nos luttes et nos us, nous saisissons l'occasion pour vous isée par le PC le 18 août dernier, au 55<sup>ème</sup> rand résistant et dénonciateur de la le l'occupant nazi. D'une part, un e la Fédération de Liège au cimetière de que, d'autre part, une conférence était elles, avec la participation du Cercle di". Par ailleurs, le PC soutient l'initiative Gerkens, de relancer la demande d'une issassins, et surtout les commanditaires de arti.*

Julien, reviens. La dictature du prolétariat est tombée à la trappe, naufragée avec les mines de Liège et Charleroi. Il s'est même trouvé des communistes pour mettre en doute la pertinence de la lutte des classes. D'autres, avec des minauderies de dames patronnesses, ont rejoint les rangs des pourfendeurs du marxisme. Les mêmes n'ont jamais voulu reconnaître une once de responsabilité dans l'effondrement électoral du parti. A les entendre, ils étudiaient la généalogie des magnolias lorsque la catastrophe se produisit.

Tels des chacals et dès que la manne venue de l'est s'est tarie, on les vit empressés à quémander une part de gâteau chez ceux qu'ils avaient préten-

du combattre. Et de nous expliquer qu'ils s'étaient trompés - non : 'on' les avait trompés, car ils ne reconnaissent jamais leurs erreurs -, qu'ils se félicitaient d'avoir échappé au 'mirage communiste'. Oubliant de préciser que, toujours du côté de ce que le soviétisme présentait de plus dévoyé, ils en avaient profité d'abondance. Plus ils avaient pris des poses d'emphatiques laudateurs des lendemains radieux, plus ils se métamorphosèrent en saccaqueurs impitoyables de l'idéal communiste. Bien sûr, les mots ne recouvrent plus tout à fait les mêmes réalités, mais rentabiliser, ça vous a toujours une odeur d'exploitation des forces vives, et le thatcherblairisme disloque tout autant les solidarités que le tsarisme.

Julien, reviens. Tu n'avais ni dieu, ni maître. Nous les avons tous les deux pour le prix d'un seul. Et il s'appelle Fric. Tout s'achète, tout se consomme, tout se jette. Dans la résignation la plus complète. Les ouvriers du XIXème étaient, disait-on, une racaille ; nous sommes des Kleenex. Hitler galvanisait les foules par la force du verbe ; nos médias nous embobinent dans la médiocrité.

Reviens, Julien. Le tableau est encore plus sombre que ce que j'ai dit jusqu'ici. Mais j'arrête. Je m'en voudrais de ne pas terminer en te disant merci.

Merci d'avoir sauvé l'honneur d'un pays, aussi artificiel soit-il, enchaîné dans les manigances des patriotards, des affairistes, des ignorants de l'intérêt général au profit des combines

personnelles. Merci d'avoir rappelé que vivre dans une royauté d'opérette, c'est abdiquer sa liberté. Même si tu n'as pas lancé ce 'Vive la République' qui te valut la mort, tu fus de ceux à oser dire que la royauté porte en elle tous les vices dégradant nos sociétés. Et elle n'est pas la démocratie. Jamais.

A jamais, donc, Julien. Ton paradis n'est pas peuplé d'anges et ton enfer ne grouille pas de démons. Il se trouve quelque part entre nos cœurs et notre mémoire. C'est tellement mieux ainsi.

Alain DE KUYSSCHE

Le samedi  
19 novembre 2005

L'APED  
(Appel pour une école  
démocratique) organise  
« 10 heures de fête  
pour ses 10 ans de combat  
».

Ateliers - avec dossiers  
pédagogiques -, stands,  
repas de l'amitié  
et soirée anniversaire  
auront lieu à

St Julien Parnasse,  
Bruxelles.

Renseignements :  
02 735 21 29 ;

[aped@skynet.be](mailto:aped@skynet.be)  
[www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)

## Charité mal ordonnée...

La chasse aux gogos s'est ouverte au début juillet de cette année. Son nom ? *Live 8*, énorme pompe à finances actionnée par Sir Bob Geldof et Bono, du groupe U2, venus donner, peu de temps avant, un concert scandaleusement médiocre au Heysel. But de l'opération *Live 8* : éradiquer la misère dans le monde. Résultats de *Live 8* : toujours autant de misère dans le monde, mais relance des ventes de CD signés par des groupes rock en perte de vitesse (qui achète encore les CD des Boomtown Rats, dirigés par Geldof ?) et hausse du cours de la bonne conscience chez ceux qui ont acheté des T-shirts et des bracelets blancs, toujours disponibles sur le site web de *Live Aid*. Pour vous inciter à ouvrir le porte-monnaie, les auteurs du site précisent que 20 millions d'enfants africains pourront aller à l'école 'parce que nous avons joué sur nos guitares' et 10 millions de personnes ne mourront pas de faim 'parce que vous avez dansé pour la vie'. Bien entendu, à part quelques minuscules exceptions hyper médiatisées, les zones de faim dans le monde ne diminueront pas de sitôt. On pourrait rappeler que, voici vingt ans, le même Geldof avait mis sur pied un *Band Aid*, qui récolta des sommes importantes, tellement mal dépensées et réparties que l'on se demande encore à quoi elles ont servi... sinon à faire anoblir Geldof par la reine d'Angleterre et à la proposer pour le prochain prix Nobel de la Paix.

ADK

Le Tribunal international d'opinion qui a eu lieu à Istanbul du 24 au 27 juin couronnait une série de 20 audiences s'étant tenues dans le monde, de New York à Hiroshima, en passant par Rome, Barcelone, Berlin et Bruxelles. Plus de 50 témoins furent entendus, en majorité d'Irak, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne.

L'horreur au quotidien est aujourd'hui le sort d'un peuple que l'on prétendait libérer de la dictature sanglante d'un tyran. Elle va bien au-delà des attentats suicide tuant des civils innocents. Elle est devenue aussi le fruit d'une occupation incapable de maîtriser une situation qu'elle a elle-même créée, par son caractère illégal et par l'utilisation d'une violence inouïe et indiscriminée.

Entamée en violation de la Charte des Nations unies, sans mandat du Conseil de sécurité, par les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, la guerre manque de toute base légale. C'est ce que plusieurs juristes en droit international, tel que Phil Shiver de la London School of Economics ou Richard Falk, de Santa Barbara University aux Etats-Unis, démontrèrent face au jury. Selon eux, non seulement une « guerre préventive » est totalement exclue en droit, mais l'intervention militaire de la coalition peut être considérée comme un crime d'agression.

Les principaux motifs invoqués pour le déclenchement de la guerre – armes de destruction massives et liens avec Al Qaeda – s'avèrent faux. Le renversement d'un pouvoir dictatorial pour rétablir la démocratie aurait été un argument plus crédible, si Saddam Hussein n'avait pas été un allié des Etats-Unis (contre l'Iran en particulier) durant les pires moments de son régime. En fait, l'attaque armée contre l'Irak avait été planifiée depuis longtemps, comme le prouvent les documents du Programme pour un nouveau Siècle américain et les *Downing Street memos*, récemment publiés à Londres. Alors pourquoi les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont-ils engagés dans une telle aventure ?

## Pétrole et histoire

La réponse est à la fois simple dans son énonciation et complexe dans son explication. Simple parce qu'un rapide regard sur la carte des ressources énergétiques du monde permet de situer l'Irak au cœur de la région productrice de pétrole, le pays lui-même possédant les plus grandes réserves après l'Arabie Saoudite.

Complexe, car les mécanismes qui aboutirent à la guerre comportent des

facettes politiques et idéologiques qui plongent leurs racines dans l'histoire. En effet, le démantèlement de l'Empire ottoman fit l'objet de calculs savants destinés à empêcher la formation d'Etats pétroliers trop puissants. C'est ainsi que l'Irak fut constitué de trois anciennes divisions administratives, le Nord principalement kurde et turkmène, le Sud chiite, tous les deux riches en pétrole, et le centre majoritairement sunnite.

Aujourd'hui, après trois guerres et un embargo, le peuple irakien, le plus socialement développé de la région, a été réduit à la désolation. La guerre contre l'Iran, encouragée politiquement, économiquement et militairement par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, fit un million de victimes, dont plusieurs centaines de milliers d'Irakiens. La guerre de 1991, suite à l'invasion du Koweït, déjà source de conflit entre l'Irak et les alliés anglo-saxons en 1958 et en 1961, provoqua des dégâts considérables. L'utilisation de plus de 300 tonnes (au minimum) de munitions à uranium appauvri multiplie actuellement dans le sud du pays les cas de cancers et de malformations chez les enfants.

L'embargo eut des effets catastrophiques sur la population, que le Programme « pétrole contre nourriture » des Nations unies ne parvint pas à colmater. Le secrétaire général adjoint des Nations unies, l'Allemand Hans von Sponek, chargé du Programme, remit sa démission, ajoutant qu'il s'agissait d'une violation de la conscience internationale. On estime, en effet, que plus d'un million d'enfants furent victimes de cette carence.

La guerre de 2003 accrut encore les destructions et les souffrances de la population. Le Conseil de sécurité, par sa résolution 1483, donna son aval à l'occupation du pays (*realpolitik*, intérêt de certains partenaires ou pressions politiques). Cette décision, qui s'ajoutait au désastre du programme humanitaire, développa une hostilité considérable vis-à-vis de l'ONU au sein de la population irakienne.>

## Nouveau Guernica

Les témoignages concernant l'occupation se succédèrent pendant la session du tribunal : utilisation d'armes interdites (napalm, bombes à fragmentation tuant sans discriminer sur des étendues très vastes), massacres de civils par les troupes occupantes, bombardement de villes ou de villages. Fallouja, localité de 250.000 habitants, restera dans les mémoires comme un symbole similaire à Guernica. Il s'agissait d'une punition collective, ne laissant que ruines et désolation. La

## IRAK

# Le nouvel enfer vietnamien au Tribunal d'Istanbul

destruction de l'hôpital et les obstacles mis aux soins des blessés déclencha la protestation du corps médical. Des centaines de morts, dont 250 femmes et enfants. Malheureusement, Fallouja n'est pas une exception.

Plusieurs journalistes et cinéastes américains témoignèrent auprès du tribunal de leur impuissance à révéler ce qu'ils avaient vu. La pression est considérable. D'ailleurs d'importants responsables de presse (BBC, CNN) ont été contraints à démissionner. Enfin, on ne compte plus les brutales violations de domiciles, les tortures dans les prisons, sans parler du climat de terreur engendré par une guerre qui se poursuit.

Les témoignages de deux jeunes déserteurs américains décrivent à la fois l'angoisse et le stress des soldats. Recrutés en grande partie dans les couches pauvres de la population américaine ou parmi les sans-papiers, moyennant avantages légaux et financiers, ils sont entraînés à obéir sans poser de questions, à glorifier l'Amérique et à tuer. Au cours des mois d'avril et de mai, les quotas de recrutement ne furent pas remplis aux Etats-Unis, rendant la relève de plus en plus difficile. D'où l'utilisation de mercenaires par milliers, engagés par des entreprises telle Blackwater ou DynCorp, ce qui conduit à privatiser la guerre.

En plus d'engloutir des centaines de milliards de dollars, cette guerre cause des dégâts écologiques irréparables : pollution des sols, empoisonnement des nappes aquatiques, atmosphère irrespirable, dégradation des installations pétrolières. Et tout cela s'ajoute au désastre social, un chômage qui dépasse les 50 %, l'insécurité des déplacements, les coupures d'électricité pendant de nombreuses heures par jour, la peur d'envoyer ses enfants à l'école. Les témoignages qui se succédèrent à Istanbul étaient poignants. Par surcroît, des milliers d'objets archéologiques de grande valeur, témoins de l'histoire de l'humanité, ont été détruits ou volés. Les plus beaux musées ont fait l'objet de pillages, sans grande préoccupation de la part des forces d'occupation.

Lors de sa déclaration, Hans von Sponek n'hésita pas à déclarer : « *Le procès de l'ancien président Saddam*

*Hussein obligera ce dernier à rendre compte de ses crimes contre son peuple. Cela devrait s'appliquer aussi aux crimes contre l'humanité commis par ceux qui ont maintenu des sanctions économiques sans aucune considération des coûts humains, ceux qui ont mené en silence une guerre dans les zones de non survol, ceux qui ont envahi l'Irak, qui ont trompé, mutilé, torturé et tué son peuple. La salle de la Cour de Justice devrait compter plus qu'un seul banc pour les accusés ! ».*

## Pillage légalisé

L'occupation n'est pas seulement un mal en soi. Elle s'accompagne d'un plan économique destiné à faire de l'Irak une des économies les plus libérales du monde. L'ordonnance 39, édictée par Paul Bremer, lorsqu'il était administrateur civil de l'autorité provisoire de la coalition, nommé par le président des Etats-Unis, comporte 5 points principaux : (1) mêmes droits pour les investisseurs étrangers que pour les Irakiens sur le marché national ; (2) privatisation de l'ensemble du secteur public (200 compagnies nationales, y compris l'électricité, les chemins de fer, la distribution de l'eau, etc. ; (3) participation étrangère jusqu'à 100 % du capital dans les entreprises irakiennes (sauf l'extraction pétrolière et minière) ; (4) possibilité d'exporter ou de réinvestir sans taxes les profits et (5) droit de posséder des terres pendant 40 ans avec renouvellements illimités.

L'ordonnance 37 exemptait d'impôt toutes les firmes étrangères pour 2003 et le limitait à 15 % en 2004. L'ordonnance 81 ouvre le champ libre aux compagnies étrangères pour imposer des semences brevetées, ce qui entre en contradiction avec la constitution irakienne de 1990, qui interdisait la propriété privée du vivant. Or, suivant la Convention de Genève, l'occupant doit respecter les lois du pays.

L'exploitation du pétrole par des compagnies américaines, les scandales successifs entachant les entreprises chargées de la reconstruction (Halliburton notamment) de même que la commercialisation pétrolière, mettent

l'économie du pays sous tutelle.

Une telle situation se heurte à une résistance de plus en plus organisée, qui traverse les divers groupes ethniques ou religieux. Celle-ci dispose d'armes en abondance, provenant de l'ancienne armée irakienne. Les partisans de l'ex-président sont minoritaires. Les actes de massacres, de tueries indiscriminées ou d'enlèvements sont généralement le fait d'Al Qaeda, de provocations ou de simples délinquants, et ils sont clairement rejetés par la résistance irakienne comme moralement inacceptable et politiquement dommageables. L'amalgame est utile aux occupants qui traitent de terroristes tous ceux qui s'opposent à leurs violences. N'avons-nous pas aussi connu une situation semblable en Belgique pendant la Deuxième guerre mondiale ?

Tout cela prive de légitimité les efforts accomplis pour organiser un gouvernement, mettre en place un parlement, préparer une constitution et des élections. Ceux qui ont accepté de participer au vote espéraient ainsi mettre fin aux souffrances et voir le départ des occupants. Ils ont été déçus. Non seulement l'occupation se prolonge, mais des bases militaires permanentes sont en construction. Non seulement l'apaisement ne se réalise pas, mais l'insécurité et le nombre des victimes ne fait qu'augmenter.

Pour toutes ces raisons le Tribunal d'Istanbul, dans la tradition du Tribunal Russell et dans celle du Tribunal de Bruxelles de mars 2004, a condamné non seulement les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, mais aussi les gouvernements occupant l'Irak, c'est-à-dire ceux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, ceux des pays de la coalition, ceux qui ont accepté une collaboration en donnant libre passage aux troupes et à leur matériel, ainsi que les grandes entreprises pétrolières et de construction écumant l'Irak.

S'appuyer sur une occupation qui accentue les différences ethniques et religieuses ne fera pas refluer l'unité du pays. Humilier une population dans sa culture et dans sa religion ne fera pas s'éloigner le spectre d'Al Qaeda. Seuls le respect du droit, la fin de l'occupation et le rétablissement de la souveraineté permettront une reconstruction politique et économique de l'Irak. Alors seulement la collaboration de la Communauté internationale sera la bienvenue.

François HOUTART

Vient de sortir :

## Prostitution, la mondialisation incarnée

Points de vue du Sud  
Editions Syllepse - Centre Tricontinental  
vol. XII (2005), n° 3 - 239 pages

Rares sont les analyses qui intègrent dans la dynamique de la mondialisation capitaliste l'essor des marchés sexuels et leur impact sur les femmes et les enfants. La mondialisation trouve pourtant là l'une des ses pires formes d'incarnation. La victoire du néolibéralisme dans les années 1980 va de pair non seulement avec une accélération de la soumission à la monétarisation des rapports sociaux, visible particulièrement dans les industries du sexe, mais également avec une légitimation accrue de l'aliénabilité des corps, de leur marchandisation. La prostitution et son corollaire, la traite des femmes et des enfants à des fins de prostitution, sont considérés par nombre d'Etats comme des moyens de développement économique. Ce "secteur" de l'économie mondiale est en pleine expansion. Il produit des déplacements importants de population et génère des profits mirobolants. Des millions de femmes, d'adolescents et d'enfants vivent dans les districts "chauds" des métropoles de leur propre pays ou dans ceux de pays voisins ou lointains. Les plus touchés proviennent principalement des pays du Sud et plus récemment, de l'Est. Ils constituent la source des rentes les plus profitables de l'économie mondiale.

Sommaire et résumés sur

[www.cetri.be](http://www.cetri.be)

A paraître en décembre 2005 : **Le miracle chinois vu de l'intérieur (Points de vue d'auteurs chinois)**

Alternatives Sud  
Collection trimestrielle  
Des points de vue du Sud sur des problématiques cruciales : analyses critiques et alternatives  
Fondateur : François Houtart - Rédacteur en chef : Bernard Duterme

Pour commander un exemplaire ou prendre un abonnement, cliquez sur [www.cetri.be](http://www.cetri.be) ou s'adresser à : [vente-abonnement@cetribel.be](mailto:vente-abonnement@cetribel.be).  
Tél: 32/(0)10/48.95.60,  
fax: 32/(0)10/48.95.69

Prix au n° (port compris) : 13 EUR  
Abonnement un an (4 n°) : 50 EUR